



**Communauté  
d'agglomération**  
*du Boulonnais*  
[www.agglo-boulonnais.fr](http://www.agglo-boulonnais.fr)

# **DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Opération d'aménagement  
**Liane Amont – RÉSURGAT 1, OUTREAU**





# **COMPOSITION DU DOSSIER**

**Pièce 1 :** NOTICE EXPLICATIVE DU PROJET

**Pièce 2 :** PLAN DE SITUATION

**Pièce 3 :** PLAN DU PÉRIMÈTRE DE DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

**Pièce 4 :** PLAN GÉNÉRAL DES TRAVAUX

**Pièce 5 :** CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DES OUVRAGES LES PLUS IMPORTANTS

**Pièce 6 :** APPRÉCIATION SOMMAIRE DES DÉPENSES

**Pièce 7 :** ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE (étude d'impact)

**Pièce 8 :** BILAN DE LA PROCÉDURE DE CONCERTATION

**Pièce 9 :** AVIS OBLIGATOIRES ET AUTRES AUTORISATIONS NÉCESSAIRES À LA RÉALISATION DU PROJET

**Pièce 10 :** TEXTES RÉGISSANT L'ENQUÊTE ET INSERTION DANS LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE



**Communauté  
d'agglomération**  
*du Boulonnais*  
www.agglo-boulonnais.fr

# **DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Opération d'aménagement  
**Liane Amont – RÉSURGAT 1, OUTREAU**

*PIÈCE 1 : Notice explicative*





## **SOMMAIRE :**

Tableau répertoriant les différents sigles	4
Préambule	5
1) Opportunité de l'opération	7
2) Objet de l'opération	16
3) Justification du caractère d'utilité publique de l'opération	18
4) État d'occupation des parcelles comprises dans le périmètre de la DUP	19



Tableau répertoriant les différents sigles	
Sigle	Définition
ALUR	Accès au Logement et un Urbanisme Rénové
CAB	Communauté d'Agglomération du Boulonnais
CIS	Centre d'Incendie et de Secours
DUP	Déclaration d'Utilité Publique
ELAN	Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique
EPF	Établissement Public Foncier
ICPE	Installation Classée pour l'Environnement
PADD	Projet d'Aménagement et de Développement Durable
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PLUi	Plan Local d'Urbanisme Intercommunal
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PPR	Plan de Prévention des Risques
PPRI	Plan de Prévention des Risques d'Inondation
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SCOT	Schéma de Cohérence Territorial
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SDIS	Service Départemental d'Incendie et de Secours
SRU	Solidarité et Renouvellement Urbain
ZAN	Zéro Artificialisation Nette



# Préambule

La zone Résurgat 1 a été déclarée d'intérêt communautaire par délibération du 24 Juin 2010 de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais. Sur la base d'un projet déjà orienté sur le développement économique et l'accueil d'un grand équipement (stade sportif), une enquête publique s'est déroulée de septembre à octobre 2011. Le projet a ensuite fait l'objet d'un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique valant mise en compatibilité du PLU d'Outreau en date du 20 juin 2012. Une ordonnance d'expropriation est intervenue le 22 mars 2013 suivie d'une ordonnance modificative le 18 juillet 2013. S'en est suivie une phase d'acquisition des emprises foncières concernées, dont une partie significative à l'amiable. Des travaux de démolition ont pu ainsi être réalisés dans le but de préparer les terrains à l'aménagement de la zone. Cependant, l'évolution des besoins du territoire intercommunal en matière de développement économique et de services ont conduit à questionner le programme initial.

La présente procédure de Déclaration d'utilité publique fait directement suite à la précédente dans le but de mener à terme l'opération de requalification Résurgat 1-Liane amont. La vocation générale du projet n'a pas changé : accueil d'un grand équipement public et d'activités économiques. Les orientations d'aménagement n'ont également pas changé : renforcement de l'armature urbaine démolition/reconstruction, approche environnementale de l'aménagement, revalorisation du paysage urbain en cohérence avec la requalification des berges de la Liane. Le programme urbain a cependant évolué et correspond davantage aux besoins et au contexte réglementaire actuels.

Actuellement, le site de Résurgat 1 est une friche urbaine déconstruite et en grande partie dépolluée, située le long de la Liane, en position centrale au sein d'un secteur industriel et commercial.



*Figure 1 : Photo aérienne de la vallée urbaine et industrielle de la Liane (source : CAB)*

Grâce au portage foncier de l'Établissement public foncier Hauts de France conventionné avec la Communauté d'agglomération du Boulonnais, les opérations de déconstruction ont pu être réalisées. Ce portage est aujourd'hui terminé et la CAB est propriétaire de l'ensemble du foncier, à l'exception des terrains appartenant à la SCNF et à l'État qui font l'objet d'une démarche d'acquisition amiable.



*Figure 2 : Photos de l'état actuel du site de Résurgat 1 (source : COREM, Mars 2022)*

# 1/ Opportunité de l'opération

L'opération Résurgat 1-Liane amont répond à la fois à des besoins-objectifs du territoire boulonnais et à un contexte règlementaire national et local.

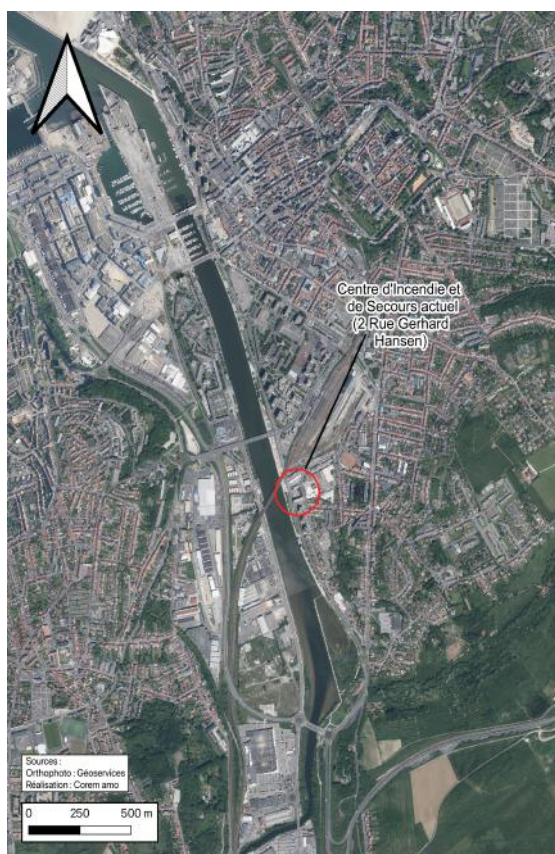
## **Besoin-objectif 1 : Relocaliser le Centre d'incendie et de secours du Boulonnais pour améliorer sa capacité d'intervention**

Depuis, 55 ans, le Centre d'incendie et de secours du Boulonnais est situé le long de la rive Nord de la Liane à Boulogne-sur-Mer (inauguration en 1967). Cette localisation en périphérie du centre-ville permettait un accès rapide aux principales zones urbaines de l'agglomération. Cependant, depuis une dizaine d'années, il est constaté que sa localisation géographique, autant que sa vétusté et l'impossibilité d'augmenter sa capacité d'intervention, nécessitent qu'une nouvelle implantation soit définie.

une refonte du CIS actuel en lieu et place aurait occasionné des difficultés d'interventions et d'exploitations pour les sapeurs-pompiers. Une nouvelle implantation apparaît donc comme la meilleure option.

### Les motifs de relocalisation du Centre d'incendie et de secours (CIS)

Le CIS du Boulonnais se situe actuellement 2 rue Gerhard Hansen à Boulogne-sur-Mer et le long du Boulevard Diderot (route départementale D940).



*Figure 4 : Occupation actuelle du CIS du Boulonnais*

Le CIS occupe une emprise foncière d'environ 4 770m<sup>2</sup>. Le site se compose de la manière suivante :

- un local d'accueil et de standard
- des bureaux administratifs
- des garages pour les véhicules de secours
- une tour pour le séchage des tuyaux
- un parking interne d'une vingtaine de places pour véhicules légers et lourds
- un bâtiment d'une vingtaine de logements
- un parking extérieur d'une vingtaine de places





Figure 5 : Photos du site actuel du CIS de Boulogne-sur-Mer (source : COREM, mars 2022)

D'année en année, le CIS recense un effectif croissant lié à un nombre d'interventions en hausse constante, avec notamment une forte augmentation entre 2020 à 2021 (+20%, source : La Voix du Nord).

CIS de Boulogne-sur-Mer			
Effectifs	64 Sapeurs-Pompiers professionnelles	101 Sapeurs-Pompiers volontaires	1 Personnel admin, technique et spécialisé

Figure 6 : Effectifs actuels du CIS du Boulonnais (source : La Voix du Nord, 2022)

Type d'intervention	2020	2021	Évolution 2020-2021
Secours à personnes	6558	8549	30,36%
Risques techno et naturels	166	180	8,43%
Accidents de la route	388	455	17,27%
Incendies	483	487	0,83%
Opérations diverses	609	644	5,75%
<b>Total</b>	<b>8204</b>	<b>10315</b>	<b>20,00%</b>

Figure 7 : Nombre d'interventions du CIS du Boulonnais en 2020 et 2021 par type (source : La Voix du Nord, 2022)

Le développement des espaces résidentiels en périphérie de l'agglomération (périurbanisation) a dispersé les interventions sur le territoire et allongé le temps d'accès.

L'actuel CIS, du fait de sa localisation et de la vétusté de ses installations, ne permet plus aux pompiers d'assurer un fonctionnement optimal de la gestion sur site ni des interventions. Une relocalisation est indispensable.

#### La stratégie de relocalisation du Centre d'Incendie et de Secours :

Deux stratégies de relocalisation ont été envisagées. La première consistait à créer deux implantations situées en périphérie de l'agglomération, l'une couvrant le Nord du territoire et l'autre couvrant le Sud. Les communes de Saint-Martin-Boulogne et d'Outreau avaient été identifiées et des sites avaient été fléchés pour l'implantation de deux casernes.

La seconde stratégie consiste à créer un seul et unique site, en conservant une place centrale dans le territoire mais avec une desserte améliorée et un espace suffisant pour augmenter la capacité d'accueil en effectif et en équipement.

C'est la seconde stratégie qui a finalement été retenue conformément aux prescriptions du Schéma Directeur d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR) du SDIS62, dans un **souci d'économie et d'optimisation de la capacité d'interventions sur un même équipement**. Le département du Pas de Calais a délibéré le 16 décembre 2013 afin d'assurer la construction d'un Centre d'Incendie et de Secours sur le secteur du Boulonnais, pour le compte du SDIS 62.

Le site de Résurgat 1, par suite de l'abandon du projet de stade sportif, est apparu le plus approprié pour un tel projet. La requalification du site de Résurgat 1 permet d'y intégrer un CIS car il s'agit d'un lieu stratégique pour le SDIS **permettant un accès rapide au centre-ville et aux grands axes routiers**.

Le choix d'une destruction du CIS existant et d'une reconstruction à neuf permet aussi de concevoir des bâtiments adaptés aux effectifs croissants et aux besoins propres à ce centre de secours situé sur le littoral, qui intervient également en mer sur des feux de navire, d'être plus économe en énergie et en eau, de prévoir un traitement paysager, d'intégrer des surfaces d'espaces verts non présentes sur le site d'origine.

Après étude de faisabilité par le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS 62), le site de Résurgat 1 a définitivement été retenu sur trois critères : la **localisation**, la **surface** disponible et la **maîtrise foncière**.

Il est aussi à préciser que le choix du site de Résurgat 1 en requalification de friche permet également de **ne pas artificialiser les sols contrairement à la première option de construire deux CIS. Le site d'Outreau, initialement pressenti, se situait dans une zone agricole et le site de Saint Martin Boulogne, en zone naturelle**.

Localisation : Le site offre une accessibilité routière optimale pour tous types d'interventions sur l'ensemble du territoire de l'agglomération du Boulonnais. Il permet en effet un accès immédiat aux voies sur berges (Boulevard Industriel, D901E3, N1) desservant, au Nord, le centre-ville de Boulogne-sur-Mer et la zone portuaire et, au Sud, la zone industrielle de la Liane et les secteurs résidentiels. Il bénéficie également d'un accès direct à l'autoroute A16 via la N416 (bretelle autoroutière) permettant d'atteindre rapidement les zones périurbaines de l'agglomération. Cet emplacement permet au CIS de conserver une place centrale avec une desserte améliorée.

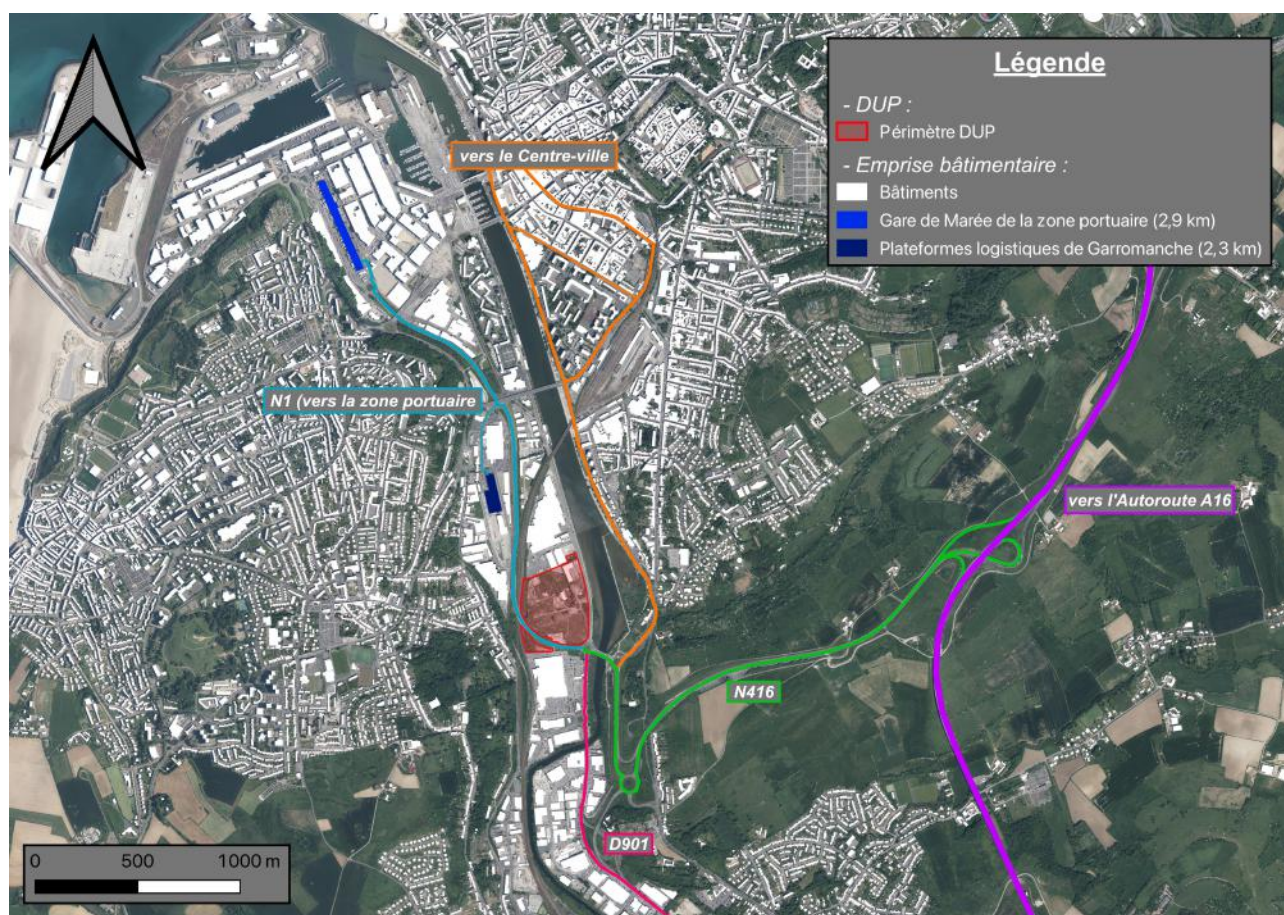


Figure 8 : Desserte de la zone Résurgat 1 par les principales voies de circulation

Surface disponible : La surface foncière proposée par la CAB dans le cadre de l'aménagement de la zone Résurgat 1-Liane amont, environ 10 165 m<sup>2</sup>, répond parfaitement aux besoins du projet (augmentation des effectifs, surface des bâtiments, des circulations et des stationnements).

Maîtrise foncière : Grâce au portage du foncier réalisé et à la réalisation des travaux d'aménagement par la Communauté d'agglomération du Boulonnais, il est envisagé une opération de construction dans un délai raisonnable. L'objectif est de mettre en fonction le nouveau CIS courant 2026.

## **Besoin-objectif 2 : Répondre à la demande d'implantation d'entreprises par une offre foncière adaptée**

Une demande en foncier pour de grandes unités d'activités économiques :

Avec un chômage à un taux historiquement bas (10,2% selon l'enquête emploi en continu de l'INSEE au 3ème trimestre 2019) le territoire du Boulonnais affiche actuellement une bonne santé économique et sociale, même si la situation reste structurellement fragile (chômage des jeunes élevé, part importante des intérimaires, faible capacité foncière à vocation économique, etc). C'est un contexte favorable à la consolidation du tissu économique, ce qui nécessite de pourvoir en foncier la demande en implantation d'entreprises. L'agglomération présente actuellement peu d'offre au cœur de son territoire, considérant que la zone industrialo-portuaire de Capécure atteint un taux d'occupation de 95% en 2023 (source :

Société d'exploitation des Ports du Détroit) et que le Parc d'activités de Landacres, présente les contraintes d'intégrations paysagères et d'éloignement du hub logistique portuaire (à 8kms).

Le site de Résurgat 1, de part sa localisation et sa surface potentiellement disponible, présente les avantages permettant de répondre à la demande en foncier, par une offre et des concepts commerciaux originaux et uniques "sans mettre à mal les activités commerciales de nos centres villes".

#### Une localisation optimale :

Dès les premières réflexions sur le grand projet Axe Liane, Résurgat 1 a été identifié comme un site idéalement situé pour l'implantation d'entreprises nécessitant soit une visibilité (commerce), soit un fonctionnement quotidien avec le système logistique local (industrie). La visibilité du site est ainsi assurée par sa desserte directe par la route expresse D901 et par sa proximité avec le centre-ville (2kms). La connexion logistique du site est assurée par sa proximité aux plateformes logistiques de Garromanche (1,8kms) et de la zone portuaire (2,3kms), et par sa desserte immédiate via la voie rapide d'accès autoroutier « liaison A16-Port » (route N416).

#### Une offre foncière adéquate :

Avec environ 56 803m<sup>2</sup> de surface commercialisable, après aménagement de voirie, paysager et hydraulique et hors implantation du CIS (cf. programme général des travaux), le site de Résurgat 1 présente une capacité suffisante pour l'implantation de plusieurs entreprises à la fois industrielles et commerciales.

En effet, outre la dimension des bâtiments (surfaces utiles d'exploitation) sont à prendre en considération les besoins de fonctionnement liés à cette typologie d'activités : stationnement de véhicules légers (clients et personnel) et espaces de manœuvre pour les véhicules lourds (chargement, déchargement). Des contraintes règlementaires sont également à intégrer dans la capacité surfacique des parcelles, tel que le régime des ICPE imposant des distances d'implantation entre deux activités tierces, différentes selon les rubriques concernées.



### Besoin-objectif 3 : requalifier l'entrée d'agglomération et poursuivre la démarche Axe-Liane

L'opération Résurgat 1-Liane Amont s'inscrit pleinement dans la démarche stratégique d'aménagement Axe-Liane. Ce grand projet ambitionne de revaloriser le cadre de vie (paysager, environnemental, récréatif) et le potentiel de développement urbain (résidentiel, économique, d'équipements) le long de la Liane. Le site opérationnel est ainsi bien identifié dans les documents de planification, notamment dans le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté d'agglomération du Boulonnais, approuvé en 2017.

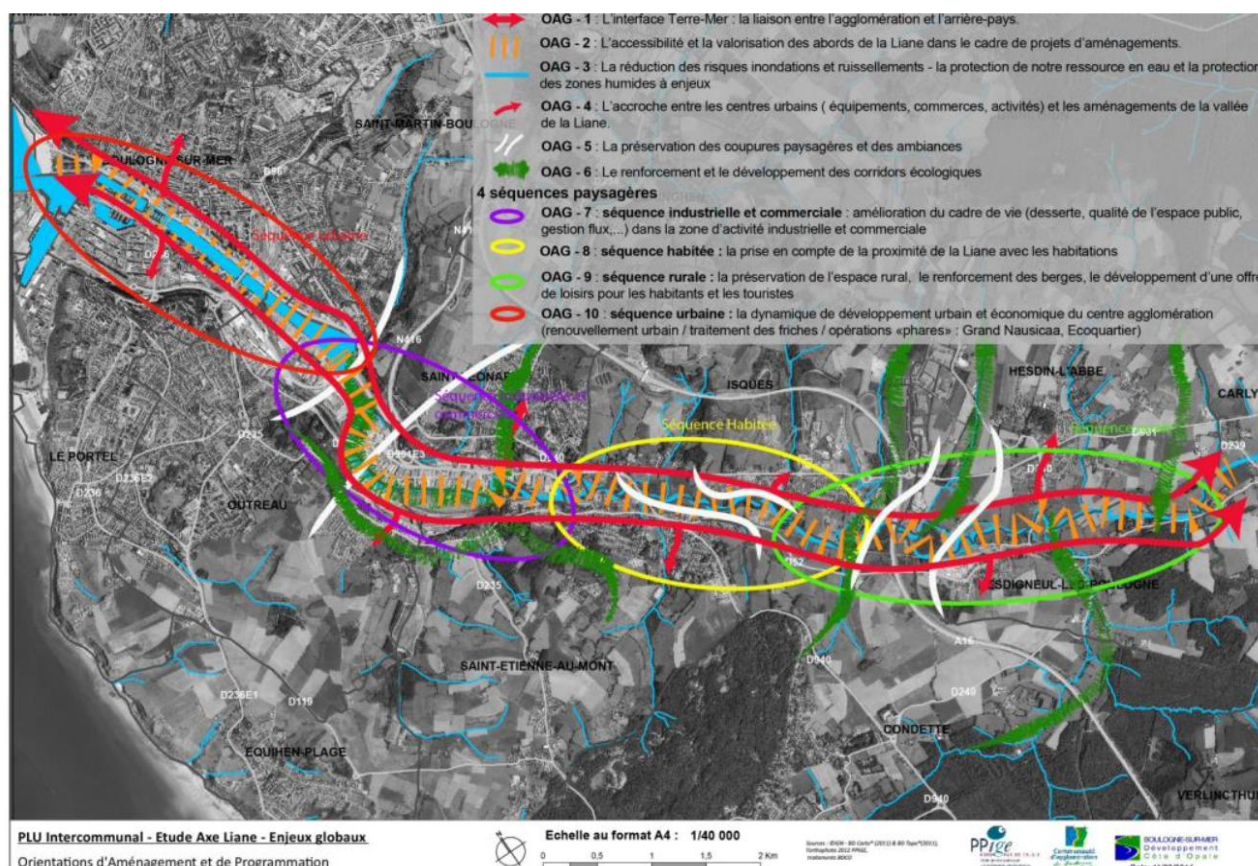


Figure 9 : Extrait du PLUi de la CAB : les enjeux du projet Axe Liane

Sur le plan des enjeux de l'Axe Liane, le site est localisé à la jonction entre séquence urbaine et séquence industrielle et commerciale. Cette localisation stratégique lui confère une double vocation avec laquelle le projet Résurgat 1 – Liane-Amont est parfaitement cohérent dans son programme : accueil d'un grand équipement public, d'activités commerciales et industrielles.





résilience en 2021) ont progressivement orienté le développement urbain vers la densification, la rénovation et le renouvellement urbain et la revitalisation des centralités. Le dernier texte législatif en date, la loi Climat et résilience du 24 août 2021 instaure l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN), dans lequel la présente opération s'inscrit pleinement.

En effet, le projet Résurgat 1-Liane amont, depuis ses prémices est un exemple d'application de cette approche du développement urbain : réutilisation d'espaces délaissés, densification urbaine et développement d'une capacité foncière en zone péri-centrale pour l'accueil d'activités économiques habituellement implantées en périphérie des villes.

## Respect des objectifs et des prescriptions des documents de planification locaux

Comme indiqué précédemment, l'opération Résurgat 1-Liane Amont correspond à la mise en œuvre des orientations et objectifs fixés par les documents de planification locale, le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) et le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).

### Application du Schéma de cohérence du Boulonnais (SCoT)

Le Schéma de cohérence territoriale du Boulonnais, instauré depuis septembre 2013, dans son Document d'aménagement commercial (DAC) prévoit notamment deux objectifs (DOO du SCoT du Boulonnais, page 158) :

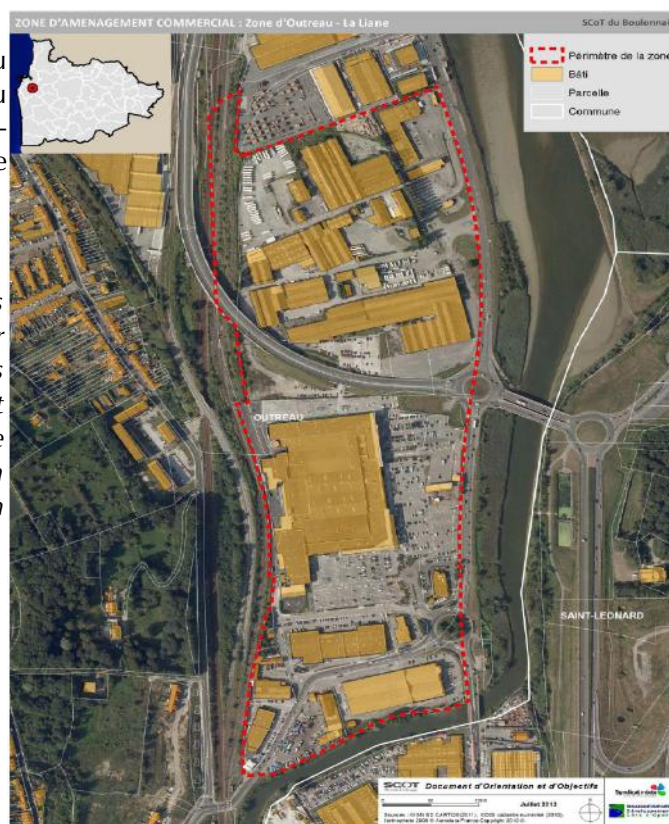
- Maîtriser les impacts liés à la consommation foncière et à la dispersion des activités commerciales.
- Maintenir et renforcer le rayonnement commercial du territoire et précise « la dynamique commerciale doit être confortée et différenciée, par une offre et des concepts commerciaux originaux et uniques ».

Dans l'armature commerciale du DAC du SCoT du Boulonnais, la zone de Résurgat est identifiée au sein du Pôle majeur d'agglomération d'Outreau-Liane, également dénommé Pôle Sud de l'agglomération.

Les prescriptions du DAC stipulent :

- « Sur le pôle sud de l'agglomération, les extensions du pôle commercial actuel se par renouvellement urbain de la zone d'activités existante de Résurgat 1. (...) Le renouvellement urbain se justifie par son apport qualitatif, en terme d'offre commerciale et en terme d'amélioration paysagère de la porte d'entrée de l'agglomération et de la ville-centre.

*L'implantation d'enseignes ciblées sur une gamme d'offre occasionnelle lourde et unique à l'échelle d'agglomération est autorisée afin de permettre sa diversification et sa densification.*





Ces espaces économiques sont maîtrisés par la collectivité publique et ces orientations sont inscrites dans le PLU intercommunal afin de permettre la reconversion commerciale de ce site.

Une logique globale sous-tendra l'aménagement du futur site commercial de Résurgat1 et de l'actuel pôle d'Outreau (circulation internes, qualité paysagère et offre d'espaces publics, lien avec les autres pôles commerciaux) » (DOO du SCoT du Boulonnais, page 163).

L'opération Résurgat-Liane Amont correspond donc bien à une mise en œuvre opérationnelle du SCoT, tout en respectant ses objectifs et ses prescriptions.

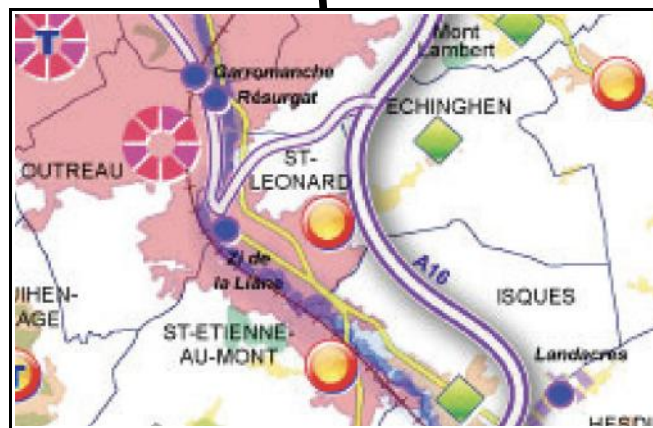
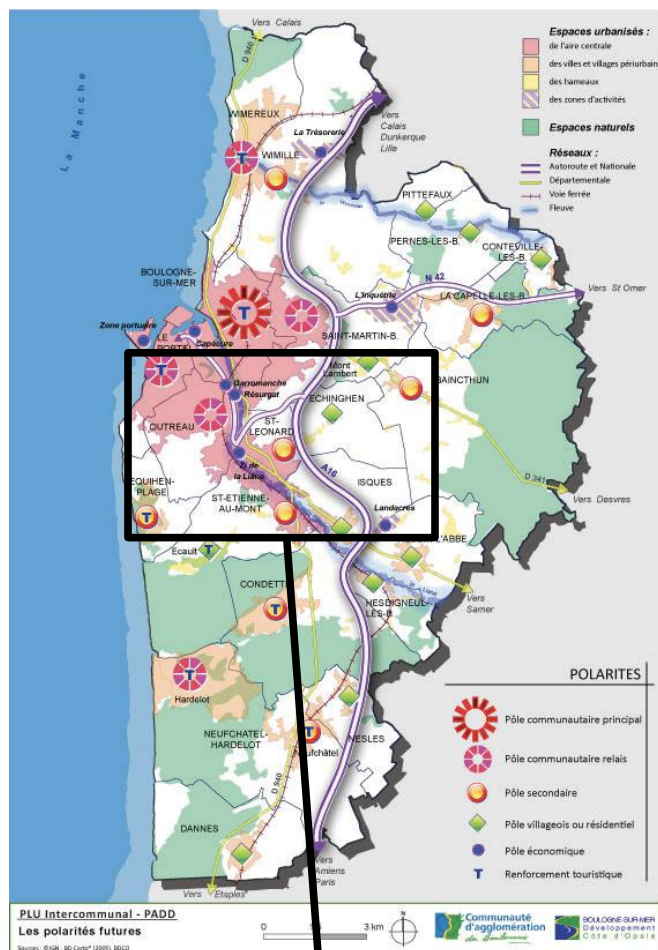
### Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi)

Approuvé en 2017, soit 4 ans après le SCoT du Boulonnais, le PLUi est compatible avec celui-ci et assure la déclinaison au niveau intercommunal et en termes règlementaires de ses prescriptions.

Comme indiqué précédemment, l'opération Liane-Amont est ainsi reprise et précisée dans les orientations d'aménagement et de programmation d'aménagement (OAP Aménagement). En outre, elle contribue également à la mise en œuvre de l'orientation 3.3.1 du PADD du PLUi : Développer le territoire en consolidant l'armature urbaine et en renforçant l'action foncière.

Il y est notamment indiqué : « Les pôles économiques sont les zones et parcs d'activités qui, avec les centre-villes, constituent les lieux privilégiés pour l'implantation des entreprises. (...) La CAB poursuivra son action foncière tant dans le cadre du développement économique qu'au bénéfice de la politique d'habitat, parallèlement la préservation et la restauration de la trame verte et bleue fera l'objet d'actions foncières de manière à mobiliser efficacement l'espace destin, au développement urbain et limiter la consommation excessive de terres agricoles et la rétention foncière ».

L'opération Résurgat-Liane Amont correspond donc bien à une mise en œuvre opérationnelle du PLUi, tout en respectant ses orientations et ses prescriptions.



## Compatibilité le S.D.A.G.E. Artois-Picardie et le SAGE du bassin côtier du Boulonnais :

Les éléments ci-après sont extraits de l'étude d'impact.

Enjeu/ Orientation/ Disposition	Description de la disposition du S.D.A.G.E.	Lien et compatibilité avec le projet
<b>ENJEU A : Préserver et restaurer les fonctionnalités écologiques des milieux aquatiques et des zones humides</b>		
<b>Orientation A-1 : Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux</b>		
Disposition A-1.1 – Limiter les rejets	<p>Les maîtres d'ouvrage (personnes publiques ou privées, physiques ou morales), pour leurs installations, ouvrages, travaux et activités soumis aux obligations au titre du code de l'environnement, du code de la santé publique ou du code général des collectivités territoriales, ajustent les rejets d'effluents urbains ou industriels au respect des objectifs environnementaux* spécifiques assignés aux masses d'eau*, continentales et marines, en utilisant les meilleures techniques disponibles* à un coût acceptable. Les mesures présentant le meilleur rapport coût/efficacité seront à mettre en place en priorité.</p> <p>Tout projet soumis à autorisation, enregistrement ou à déclaration au titre du code de l'environnement (ICPE* ou loi sur l'eau) doit aussi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>□ adapter les conditions de rejet pour préserver les milieux récepteurs particulièrement sensibles aux pollutions ;</li> <li>□ s'il ne permet pas de respecter les objectifs environnementaux* spécifiques assignés aux masses d'eau*, mettre en place une solution alternative au rejet direct dans le cours d'eau* (épandage ou fertirrigation, infiltration après épuration, stockage temporaire, réutilisation, ...).</li> </ul>	<p>Les eaux usées issues du projet seront acheminées pour traitement à la station d'épuration SELIANE.</p> <p>Le projet intègre la nécessité de limiter les risques de pollution des eaux de surfaces et souterraines pendant la phase chantier, notamment via les dispositions de collecte et traitement qualitatif des eaux pluviales.</p> <p>-&gt; COMPATIBLE</p>
Disposition A-1.3 – Améliorer les réseaux de collecte	<p>Les maîtres d'ouvrage (personnes publiques ou privées, physiques ou morales), pour leurs équipements, installations et travaux soumis à autorisation ou à déclaration au titre du code de l'environnement et du code général des collectivités territoriales, améliorent le fonctionnement des réseaux de collecte notamment par la mise en œuvre d'un diagnostic permanent du système d'assainissement (branchements, réseaux, station) pour atteindre les objectifs environnementaux*. Lors des extensions de réseaux, les maîtres d'ouvrage privilégient la mise en œuvre des réseaux séparatifs ou exposent les raisons qui lui font ne pas retenir cette option le cas échéant, en accord avec le gestionnaire des réseaux existants si ce n'est pas le maître d'ouvrage. En cas d'opportunité, la valorisation énergétique du système d'assainissement sera étudiée.</p>	<p>Il sera mis en place un réseau séparatif eaux usées/eaux pluviales sur le projet</p> <p>=&gt; COMPATIBLE</p>
<b>Orientation A-2 : Maîtriser les rejets par temps de pluie des surfaces imperméabilisées par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles)</b>		
Disposition A-2.1 – Gérer les eaux pluviales	<p>Les orientations et prescriptions des documents d'urbanisme* comprennent des dispositions visant à favoriser l'infiltration des eaux de pluie à l'emprise du projet et contribuent à la réduction des volumes collectés et déversés sans traitement au milieu naturel.</p> <p>La conception des aménagements ou des ouvrages d'assainissement nouveaux intègre la gestion des eaux pluviales dans le cadre d'une stratégie de maîtrise des rejets et de valorisation de l'eau sur le territoire (Infiltration, valorisation paysagère). Les maîtres d'ouvrage évaluent l'impact de leur réseau d'assainissement sur le milieu afin de respecter les objectifs environnementaux* assignés aux masses d'eau*.</p> <p>Chaque projet ou renouvellement urbain doit être élaboré en visant la meilleure option environnementale compatible avec le développement durable et la préservation de la biodiversité et en privilégiant les solutions fondées sur la nature*. Par exemple, promouvoir la gestion des eaux pluviales en limitant ou supprimant l'imperméabilisation et par des voies alternatives sur les espaces existants, en privilégiant les aménagements d'hydraulique douce favorisant la biodiversité.</p> <p>Dans les dossiers d'autorisation ou de déclaration au titre du code de l'environnement ou de la santé correspondant, l'option d'utiliser les techniques limitant le ruissellement et favorisant le stockage et ou l'infiltration sera étudiée et privilégiée par le pétitionnaire.</p>	<p>Le site est déjà en grande partie imperméabilisé et ne dispose pas d'une gestion des eaux pluviales.</p> <p>Le projet prévoit la mise en place d'une gestion des eaux pluviales avec tamponnement pour la période de retour 100 ans.</p> <p>-&gt; COMPATIBLE</p>

Enjeu/ Orientation/ Disposition	Description de la disposition du S.D.A.G.E.	Lien et compatibilité avec le projet
<b>Orientation A-7 : Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité</b>		
Disposition A-7.3 – Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau	<p>Dans le cadre des autorisations et déclarations au titre de la loi sur l'eau relatives aux créations et extensions de plans d'eau, l'Autorité administrative* préserve :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>□ l'espace de bon fonctionnement* des cours d'eau*, en priorité sur ceux en première catégorie piscicole, ou si cet espace n'est pas défini, le lit majeur* ;</li> <li>□ les espaces naturels protégés et dans les zones d'intérêt écologique reconnu (ZNIEFF, Natura2000, réserves naturelles, sites classés, sites inscrits, arrêté de biotope, zones Ramsar, zones acquises par le conservatoire du littoral, zones définies dans les chartes des parcs naturels régionaux, ...), si la création ou l'extension de plans d'eau est susceptible de mettre en péril les habitats naturels spécifiques à l'origine de leur identification ;</li> <li>□ des conséquences néfastes, les cours d'eau* ou la nappe (impact hydrologique, écologique ou chimique).</li> </ul> <p>Outre le respect de ces conditions, l'Autorité administrative* veille à encadrer la création et l'extension de plans d'eau en tête de bassin versant des cours d'eau*, notamment dans le cadre de démarches de type projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE). Les plans d'eau récréatifs ou d'agrément sont particulièrement concernés par la présente disposition.</p> <p>L'Autorité administrative* veille à informer les permissionnaires de leurs obligations vis-à-vis de l'entretien et des vidanges des plans d'eau. Les opérations de restauration des milieux aquatiques* et de la continuité écologique*, les zones d'expansion de crues et les bassins de stockage à usage de lutte contre les incendies ou de gestion des eaux pluviales ne sont pas concernés par la présente disposition.</p>	<p>Le projet ne prévoit pas de création de plan d'eau.</p> <p>Les ouvrages de rétention aménagés ne sont pas considérés comme des plans d'eau au sein de cette disposition du S.D.A.G.E.</p> <p>-&gt; COMPATIBLE</p>
<b>Orientation A-9 : Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité</b>		
Disposition A-9.2 – Gérer les zones humides	Les maîtres d'ouvrage sont invités à préserver, restaurer et entretenir les zones humides* et leur fonctionnalité.	Le site existant depuis le début du XXème siècle NON CONCERNE
Disposition A-9.3 – Prendre en compte les zones humides* dans les documents d'urbanisme*	<p>Les documents d'urbanisme* et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent préserver les zones humides* et leur fonctionnalité en s'appuyant notamment sur la carte « Zones à dominante humide et zones Ramsar » (cf. partie 2 – Les milieux humides, Livret 4 – Annexes, carte 19) et les inventaires des SAGE et des MISEN. Les documents d'urbanisme* affinent et complètent, le cas échéant, ces inventaires.</p> <p>La carte des Zones à Dominance Humide* correspond à une pré-localisation cartographique réalisée par photo-interprétation et validation de terrain. Son échelle d'utilisation est le 1/50 000ème.</p>	Le site existant depuis le début du XXème siècle NON CONCERNE



Enjeu/ Orientation/ Disposition	Description de la disposition du S.D.A.G.E.	Lien et compatibilité avec le projet
Disposition A-9.5 – Mettre en oeuvre la séquence « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides* au sens de la police de l'eau	<p>Dans le cadre des procédures administratives, le pétitionnaire démontre que son projet n'est pas situé en zone humide* au sens de la police de l'eau, à défaut et sous réserve de justifier de l'importance du projet au regard de l'intérêt général des zones humides* détruites ou dégradées, il doit par ordre de priorité :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Eviter d'impacter les zones humides* en recherchant une alternative à la destruction de zones humides*. Cet évitement est impératif pour les zones humides* dont la qualité sur le plan fonctionnel est irremplaçable* (cf. disposition A-9.1) ;</li> <li>2. Réduire l'impact de son projet sur les zones humides* en cas d'absence d'alternative avérée à la destruction ou dégradation de celles-ci ;</li> <li>3. Compenser l'impact résiduel de son projet sur les zones humides*.</li> </ol> <p>Pour cela le pétitionnaire utilise préférentiellement l'outil d'évaluation national de la fonctionnalité des zones humides mis à disposition par l'Office Français pour la Biodiversité, pour déterminer les impacts résiduels après évitement et réduction et garantir l'équivalence fonctionnelle du projet de compensation. Celui-ci doit correspondre à une restauration* de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel, sans que la surface de compensation ne soit inférieure à la surface de la zone humide détruite, selon un ratio qui respecte les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>□ 150% minimum, dans le cas où le site de compensation sur lequel le projet doit se réaliser est situé dans la classe « à restaurer/réhabiliter » de la classification établie par le SAGE (cf. disposition A-9.1) ou, si le SAGE n'a pas achevé la classification, dans une liste partielle de zones humides « à restaurer/réhabiliter » ayant recueilli l'avis favorable de la CLE du SAGE ;</li> <li>□ 200% minimum, dans le cas où le site de compensation sur lequel le projet doit se réaliser est situé sur un SAGE voisin, et est dans la classe « à restaurer/réhabiliter » de la classification établie par ce SAGE voisin (cf. disposition A-9.1) ou, si le SAGE voisin n'a pas achevé la classification, dans une liste partielle de zones humides « à restaurer/réhabiliter » ayant recueilli l'avis favorable de la CLE du SAGE voisin ;</li> <li>□ 300% minimum, dans tous les autres cas. Les mesures compensatoires font partie intégrante du projet et précèdent son impact sur les zones humides. Elles doivent se faire prioritairement sur le même territoire de SAGE que la destruction et prioritairement en zone non agricole (c'est-à-dire prioritairement hors des « zones A » des PLU et PLUi). La compensation ne peut se faire que dans le bassin Artois-Picardie.</li> </ul> <p>Pour prendre en compte les aspects positifs de l'élevage en zone humide*, le service instructeur peut adapter ou déroger à cette disposition pour les bâtiments liés à l'élevage et à ses activités annexes (atelier de transformation des productions, vente directe, accueil du public, ...).</p> <p>La pérennité de la gestion et l'entretien de ces zones humides compensatoires doivent être garantis à long terme par le porteur de projet. Il doit apporter une preuve de cette garantie initiale sur ces aspects qui ne peut être inférieure à dix ans. Les modalités en sont précisées par un arrêté préfectoral.</p>	Le site existant depuis le début du XXème siècle NON CONCERNE
<b>Orientation A-11 : Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants</b>		
Disposition A-11.1 – Adapter les rejets de polluants aux objectifs du milieu naturel	<p>Dans le respect des dispositions qui fondent sa compétence, l'autorité administrative* adapte aux exigences du milieu récepteur les prescriptions qu'elle impose au titre de la police des installations classées, de la police de l'eau ou de l'autorité de sûreté nucléaire pour les rejets dans les milieux aquatiques*, les déversements dans les réseaux publics et les dispositifs d'auto-surveillance qui le nécessitent.</p>	<p>Le projet prévoit la mise en place d'une gestion des eaux pluviales avec tamponnement pour la période de retour 100 ans</p> <p>Les eaux usées issues du projet seront acheminées pour traitement à la station d'épuration SELIANE.</p> <p>=&gt; COMPATIBLE</p>

Enjeu/ Orientation/ Disposition	Description de la disposition du S.D.A.G.E.	Lien et compatibilité avec le projet
Disposition A-11.3 – Eviter d'utiliser des produits toxiques	Les prescripteurs et utilisateurs de produits et de matériaux sont invités à utiliser les produits les moins toxiques et écotoxiques et les moins rémanents, que ce soit pour les produits industriels, agricoles ou de consommation courante. Des actions de formation et d'information sont encouragées afin de remédier à la source, et de manière préventive, aux rejets, émissions et pertes de substances dangereuses que ce soit sur le choix et les conditions de mise en œuvre appropriées ou sur le devenir des emballages et des déchets.	L'entretien des espaces verts du site exclura l'utilisation de produits phytosanitaires.  -> COMPATIBLE
Disposition A-11.4 – Réduire à la source les rejets de substances dangereuses	L'autorité administrative* privilégie la mise en œuvre de la réduction à la source des rejets de substances dangereuses par les acteurs du Bassin, que ce soit pour les diagnostics des sources d'émission, la recherche des moyens de réduction de ces rejets (technologies propres, substitution de produit, changement de procédé, ...) ou le rejet zéro (recyclage, ...). Des actions de démonstration et de transfert de technologie sont développées pour en faciliter la mise en œuvre. Une grande vigilance est maintenue sur la toxicité des produits de substitution.	L'entretien des espaces verts du site exclura l'utilisation de produits phytosanitaires.  -> COMPATIBLE
Disposition A-11.5 – Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires	Les exploitants agricoles, les collectivités et les gestionnaires d'espaces (voies de communication, jardiniers, zones d'activité, golfs, parcs, ...) sont incités à s'inscrire dans une démarche de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires pouvant aller jusqu'à leur suppression. Cette démarche est réalisée en cohérence avec la mise en œuvre du plan national de réduction des produits phytosanitaires. Dans le cadre des marges de manœuvres existantes dans la Politique Agricole Commune, par ordre de priorité les agriculteurs sont incités à : <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> constituer des collectifs d'agriculteurs afin de favoriser le transfert de connaissance ;</li> <li><input type="checkbox"/> reconcevoir leurs systèmes de production agricole pour aboutir à des systèmes agro-écologiques (exemples : allongement des rotations, adaptation des dates de semis, ...)</li> <li><input type="checkbox"/> convertir tout ou partie de leur exploitation en agriculture biologique ;</li> <li><input type="checkbox"/> substituer l'utilisation de produits phytosanitaires par des pratiques alternatives (exemples : désherbage mécanique, bio-contrôle, ...)</li> <li><input type="checkbox"/> optimiser leurs pratiques agricoles (exemple : agriculture de précision, ...).</li> </ul> Pour ce qui concerne les autres usages non agricoles : <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> les collectivités sont incitées à parvenir à un objectif « zéro phytosanitaire » pour l'ensemble de leur territoire au-delà de la réglementation ;</li> <li><input type="checkbox"/> les autres gestionnaires d'espaces sont invités à supprimer leur utilisation de produits phytosanitaires.</li> </ul> Cette disposition est applicable en priorité dans les zones à enjeu eau potable définies par la carte « Captages prioritaires et zones à enjeu eau potable » (cf. partie 4 – Liste des captages prioritaires, Livret 4 – Annexes, carte 20).	L'entretien des espaces verts du site exclura l'utilisation de produits phytosanitaires.  -> COMPATIBLE
Disposition A-11.6 – Se prémunir contre les pollutions accidentelles	En un seul évènement, les pollutions accidentelles peuvent anéantir les efforts réalisés sur la réduction des pollutions chroniques. Dans le cadre des autorisations ou déclarations au titre du code de l'environnement, l'autorité administrative* veille à ce que les pollutions accidentelles soient prises en compte dans les bassins versants (transport routier et ferroviaire, stations d'épurations urbaines, industries, ...) en amont des bassins versants particulièrement vulnérables aux pollutions accidentelles (zones à enjeu eau et prises d'eau de surface pour l'eau potable, zones de baignade, zones conchylicoles et de pêche professionnelle, milieux aquatiques* remarquables, zones de frayères, ...). Elaborées en relation avec les acteurs concernés, ces actions prévoient : <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> des mesures visant à minimiser l'impact des rejets lors de l'arrêt accidentel ou du dysfonctionnement des ouvrages d'épuration ;</li> <li><input type="checkbox"/> des dispositifs d'assainissement permettant la récupération, et le cas échéant le confinement, des pollutions accidentellement déversées sur un site industriel ou sur la voie publique.</li> </ul>	Compte tenu des activités présentes sur le bassin versant concerné, le risque de pollution accidentelle est négligeable, il n'est pas prévu de mesure particulière.  Des dispositions seront prises en phase chantier pour limiter les risques de pollution accidentelle  -> COMPATIBLE

Enjeu/ Orientation/ Disposition	Description de la disposition du S.D.A.G.E.	Lien et compatibilité avec le projet
<b>ENJEU B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante</b>		
<b>Orientation B-2 : Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau</b>		
Disposition B-2.2 – Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place	Dans le but de préserver les milieux naturels et de sécuriser l'approvisionnement en eau de la population (interconnexion, ressources alternatives, ...), les collectivités veillent à optimiser l'exploitation et à améliorer le rendement des ouvrages de production et des réseaux de distribution existants, en prenant en compte les besoins en eau des milieux naturels aquatiques. En particulier, les collectivités établissent des schémas de distribution d'eau potable afin de diversifier et sécuriser leur approvisionnement en eau potable, mettre en regard les projets d'urbanisation et de développement économique, avec les ressources en eau disponibles et les équipements à mettre en place. Les documents d'urbanisme* doivent être élaborés en cohérence avec ces schémas d'alimentation. Le cas échéant, la réflexion peut porter sur une échelle supérieure à celle de l'EPCI-FP.	Le projet est compatible avec les capacités de distribution et production d'eau potable du secteur. -> COMPATIBLE
<b>Orientation B-3 : Inciter aux économies d'eau et à l'utilisation des ressources alternatives</b>		
Disposition B-3.2 – des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible	Pour économiser la ressource en eau potable, les utilisateurs d'eau seront incités à adopter des ressources alternatives (eau pluviale, eau épurée, ...) ou des techniques économes (recyclage, ...) pour des usages ne nécessitant pas une eau potable (arrosage, lavage, refroidissement, ...). Par exemple : <input type="checkbox"/> Installation de systèmes de récupération des eaux de pluie dans les nouvelles constructions.	La promotion des techniques de réduction de consommation d'eau potable est faite dans le cadre de l'aménagement du projet aux différents aménageurs (citermes de récupération d'eaux de pluie,...). -> COMPATIBLE
<b>ENJEU C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations</b>		
<b>Orientation C-1 : Limiter les dommages liés aux inondations</b>		
Disposition C-1.1 – Préserver le caractère inondable des zones identifiées	Les documents d'urbanisme* préservent le caractère inondable des zones identifiées, soit dans les atlas des zones inondables, soit dans les Plans de Prévention de Risques d'Inondations, soit à défaut dans les études hydrologiques et/ou hydrauliques existantes à l'échelle du bassin versant ou à partir d'évènements constatés ou d'éléments du PAGD (Plan d'Aménagement et de Gestion Durable) et du règlement du SAGE.	Le volume global stocké sur le site est de 45 000 m <sup>3</sup> : - 40 000 m <sup>3</sup> sont dédiés au volume d'inondation sur le terrain actuel pour une cote inondation fixée à 6 m - 5000 m <sup>3</sup> sont dédiés à la gestion des eaux pluviales pour un tamponnement pour la période de retour 100 ans  -> COMPATIBLE
Disposition C-1.2 – Préserver et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues	Les collectivités préservent, gèrent et restaurent les zones naturelles d'expansion de crues* afin de réduire l'aléa inondation dans les zones urbanisées, y compris sur les petits cours d'eau* et les fossés*. Ces zones pourront être définies dans le SDAGE et/ou les Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI). L'autorité administrative* veille à la préservation de la dynamique fluviale et des zones naturelles d'expansion de crues*. A cette fin, tous les obstacles aux débordements dans ces zones du lit majeur* seront limités au maximum voire interdit, sauf à mettre en œuvre des mesures compensatoires. Les solutions fondées sur la nature* sont privilégiées. En dernier recours quand l'utilisation de ces dernières n'est pas possible, l'endiguement est réservé à l'aménagement d'ouvrages d'expansion de crues et à la protection rapprochée de lieux déjà urbanisés et fortement exposés aux inondations.	
<b>Orientation C-2 : Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues</b>		
Disposition C-2.1 – Ne pas aggraver les risques d'inondations	Pour l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones, les orientations et les prescriptions des documents d'urbanisme* comprennent des dispositions visant à ne pas aggraver les risques d'inondations notamment à l'aval, en limitant l'imperméabilisation, en privilégiant l'infiltration, ou à défaut, la rétention des eaux pluviales et en facilitant le recours aux techniques alternatives et au maintien, éventuellement par identification, des éléments de paysage* (haies, ...) en application de l'article L151-23 du code de l'urbanisme. Les autorisations et déclarations au titre du code de l'environnement (loi sur l'eau) veilleront à ne pas aggraver les risques d'inondations en privilégiant le recours par les pétitionnaires à ces mêmes moyens.	Le volume global stocké sur le site est de 45 000 m <sup>3</sup> : - 40 000 m <sup>3</sup> sont dédiés au volume d'inondation sur le terrain actuel pour une cote inondation fixée à 6 m - 5000 m <sup>3</sup> sont dédiés à la gestion des eaux pluviales pour un tamponnement pour la période de retour 100 ans  -> COMPATIBLE



Enjeu/ Orientation/ Disposition	Description de la disposition du S.D.A.G.E.	Lien et compatibilité avec le projet
<b>Orientation C-3 : Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants</b>		
Disposition C-3.1 – Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versants	Les projets de lutte contre les inondations prennent en compte la logique de bassin versant, en intégrant une solidarité amont/aval, en s'appuyant sur la fonctionnalité naturelle du bassin versant, en privilégiant les techniques de ralentissement dynamique (haies, fascines, ...) et en veillant à la préservation des milieux, le cas échéant par des mesures compensatoires écologiques.	Il n'y a pas de bassin versant amont au projet NON CONCERNE

Enjeu/ Orientation/ Disposition	Description de la mesure du S.A.G.E.	Lien et compatibilité avec le projet
<b>ORIENTATION STRATEGIQUE 1 : La gestion qualitative de l'Eau</b>		
<b>Thème 2 : La maîtrise de la pollution d'origine domestique</b>		
Orientation 2 Améliorer les systèmes de collecte et les unités de traitement collectif	M20 Appliquer la charte de qualité des réseaux du bassin Artois-Picardie dans tous les projets de construction ou d'amélioration des réseaux d'assainissement.	Les réseaux neufs eaux usées et eaux pluviales seront mis en place conformément à la charte qualité des réseaux => COMPATIBLE
<b>ORIENTATION STRATEGIQUE 2 : Les milieux naturels</b>		
<b>Thème 1 : La reconquête de la qualité écologique et paysagère des cours d'eau</b>		
Orientation 1 Assurer une gestion écologique des cours d'eau	M53 Eviter toute communication d'eaux et rejets directs de quelque nature qu'ils soient, incompatibles avec les objectifs de qualité des cours d'eau définis dans le SDAGE Artois-Picardie.	Le site est déjà en grande partie imperméabilisé et ne dispose pas d'une gestion des eaux pluviales.  Le projet prévoit la mise en place d'une gestion des eaux pluviales avec tamponnement pour la période de retour 100 ans
<b>Thème 2 : La reconquête des paysages de lits majeurs des cours d'eau</b>		
Orientation 1 Intégrer les enjeux de l'eau dans la gestion des lits majeurs	M73 S'opposer à la création et l'extension de plans d'eau dans les lits majeurs (tels que définis au R214-1 du Code de l'Environnement) des cours d'eau de 1ère catégorie piscicole. Le creusement de mares patrimoniales doit être justifié du point de vue de son intérêt écologique et doit être compatible avec les orientations de gestion définies dans les plans de gestion des cours d'eau.	NON CONCERNE
	M75 Les SCOT, PLU et cartes communales doivent prévoir les conditions nécessaires pour préserver le lit majeur des cours d'eau de toute nouvelle construction, y compris les habitats légers de loisirs et les résidences de loisirs et caravanes ne pouvant plus se déplacer, qui entraîneraient leur dégradation. Le lit majeur correspond à l'espace situé entre le lit mineur et la limite de la plus grande crue historique répertoriée.	NON CONCERNE
<b>Thème 5 : La valorisation des milieux aquatiques et des espaces associés (hors cours d'eau)</b>		
Orientation 2 Préserver et restaurer les zones humides du territoire	M113 Les documents d'urbanisme (SCOT, PLU et cartes communales) et les décisions administratives dans le domaine de l'eau préservent les zones humides en s'appuyant notamment sur la carte des zones à dominante humide du SDAGE Artois Picardie (carte 27) et sur l'identification des zones humides qui est faite dans les SAGE.	Le site n'est pas une zone humide NON CONCERNE
	M114 L'ensemble des documents d'urbanisme prévoient les conditions nécessaires pour préserver les zones humides de toute extension de l'urbanisation qui entraînerait leur dégradation.	Le site n'est pas une zone humide NON CONCERNE
	M115 Favoriser le classement en Réserves Naturelles Régionales des sites naturels humides à fort enjeu de biodiversité	NON CONCERNE
	M116 Les décisions prises par les autorités administratives n'entraîneront pas de façon substantielle le comblement, l'exhaussement ni le drainage des milieux humides et des zones humides à enjeux identifiées dans la cartographie du SAGE, et seront assorties dans ces milieux et zones de mesures compensatoires adéquates. Les matériaux de comblement ne porteront pas atteinte aux milieux et zones humides et l'utilisation de déchets à cette fin ne sera pas autorisée. Ne sont pas concernés les projets de public de lutte contre les inondations.	Le site n'est pas une zone humide NON CONCERNE
	M117 Démanteler / neutraliser le réseau de drainage des zones humides déjà drainées et qui n'ont plus d'intérêt économique.	NON CONCERNE

Enjeu/ Orientation/ Disposition	Description de la mesure du S.A.G.E.	Lien et compatibilité avec le projet
Orientation 2 Préserver et restaurer les zones humides du territoire	M118 Dans les milieux humides et zones humides à fort enjeu définies dans la cartographie du SAGE, les décisions prises par les autorités administratives n'entraîneront pas de façon substantielle la création de plans d'eau et l'extension de ceux qui existent.	NON CONCERNE
	M119 Mettre en œuvre les orientations de gestion contractuelles définies sur chacune des zones humides à enjeux.	NON CONCERNE
	M120 Limiter l'impact des ouvrages et infrastructures notamment routières traversant les milieux humides afin de maintenir une continuité écologique des habitats et la libre circulation des espèces.	NON CONCERNE
	M121 Préserver le caractère écologique des milieux humides ouverts en évitant leur boisement. Le reboisement éventuel de certains espaces favorisera l'utilisation d'essences locales.	NON CONCERNE
	M122 Appliquer le principe de la restauration physique des milieux en privilégiant des techniques douces.	NON CONCERNE
	M123 Encourager les chasseurs à utiliser des cartouches en acier en substitution des cartouches en plomb, en premier lieu dans les ball-traps, conformément à la réglementation.	NON CONCERNE
	M124 Etendre, si nécessaire, les zones de préemption actuelles, notamment créées au titre de la politique des Espaces Naturels Sensibles pour améliorer la protection des zones humides.	NON CONCERNE
Orientation 3 Protéger les sources et leurs milieux associés	M125 Assurer la gestion patrimoniale des zones humides, en vue de préserver et restaurer les espèces et habitats ainsi que la fonctionnalité de la zone humide. Dans le cas de zones humides à usage économique, une gestion appropriée sera proposée pour concilier usages et patrimoine naturel.	NON CONCERNE
	M126 Préserver les zones humides liées à la résurgence des nappes et à l'accompagnement d'un cours d'eau, en priorité sur les zones humides à enjeux telles que définies dans la cartographie du SAGE.	Le site n'est pas une zone humide NON CONCERNE
<b>ORIENTATION STRATÉGIQUE 3 : La ressource en eau</b>		
<b>Thème 2 : La maîtrise de la gestion quantitative de la ressource</b>		
Orientation 1 Promouvoir les économies d'eau	M156 Les collectivités territoriales et leurs groupements, ainsi que les aménageurs veilleront à prendre en compte, dans la conception des futurs établissements collectifs, l'enjeu de l'économie d'eau, notamment par la récupération et la réutilisation de l'eau pluviale pour des usages autorisés par l'autorité compétente.	La promotion des techniques de réduction de consommation d'eau potable est faite dans le cadre de l'aménagement du projet aux différents aménageurs (citernes de récupération d'eaux de pluie,...)
Orientation 2 Mettre en œuvre une gestion intégrée par nappe afin de définir leurs capacités à produire et à subvenir aux besoins du territoire	M159 Les collectivités territoriales, leurs groupements et les aménageurs veilleront à s'assurer de la disponibilité de la ressource en eau préalablement aux décisions d'aménagement du territoire.	Au PLU, le projet est situé dans le secteur UEg, correspondant aux espaces urbains à vocation principale d'activités économiques mixtes et d'équipements publics ou d'intérêt collectif.
	M160 Dans le cadre de la création ou l'extension de sites industriels, les industriels et organismes compétents veilleront à évaluer les besoins en eau de l'activité industrielle en question afin de rendre cohérent les ressources en eau présentes sur le territoire et les capacités de ce dernier à accueillir une nouvelle activité industrielle.	NON CONCERNE
	M161 Les autorités compétentes veilleront lors de la révision des autorisations de prélèvement d'eau souterraine à évaluer les prélèvements effectués au regard des capacités de la ressource et des effets cumulés de l'ensemble des prélèvements effectués sur une même ressource, dans le but de limiter si nécessaire les nouveaux prélèvements.	NON CONCERNE

Enjeu/ Orientation/ Disposition	Description de la mesure du S.A.G.E.	Lien et compatibilité avec le projet
<b>ORIENTATION STRATÉGIQUE 4 : La protection et la mise en valeur de la frange littorale</b>		
<b>Thème 1 : L'amélioration et le maintien d'une bonne qualité des eaux et des habitats littoraux (eaux de baignade, eaux conchylicoles et eaux eutrophisées)</b>		
Orientation 1 Garantir une bonne qualité physico- chimique et microbiologique des eaux littorales	M167 Les autorités compétentes, les collectivités territoriales et leurs groupements, les industriels, les artisans et les professionnels de l'agriculture veilleront à maîtriser et réduire les apports d'azote et de phosphore aux cours d'eau et en zone littorale afin de réduire l'eutrophisation des masses d'eau, dans le but d'éviter les efflorescences algales.	<b>NON CONCERNE</b> Les eaux usées seront collectées par un réseau pour acheminement à la station d'épuration SELIANE pour traitement.
	M168 Les décisions des collectivités territoriales et des autorités compétentes contribuent à limiter les risques microbiologiques en zone littorale et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour fortement réduire voire supprimer les transferts de polluants microbiologiques dans le cadre notamment de l'exploitation des systèmes d'assainissement d'eaux usées et d'eaux pluviales.	Le site est déjà en grande partie imperméabilisé et ne dispose pas d'une gestion des eaux pluviales. Le projet prévoit la mise en place d'une gestion des eaux pluviales avec tamponnement pour la période de retour 100 ans
	M169 Les collectivités territoriales et leurs groupements veilleront à actualiser leurs profils de baignade et à mettre en œuvre les travaux de résorption de la pollution impactant les plages et les zones conchylicoles, tels que définis dans le plan d'action du profil de vulnérabilité.	<b>NON CONCERNE</b>
	M170 Les autorités compétentes et les organismes de gestion des navires (de plaisance, de pêche, de commerce, de transport) veilleront à encadrer les rejets d'eaux grises, d'eaux noires et des déchets et à définir leur filière de récupération, de recyclage ou de traitement, dans le but d'éviter les rejets illicites impactant, par dérive en mer, la qualité physico-chimique et bactériologique des eaux portuaires et littorales.	<b>NON CONCERNE</b>
Orientation 2 Restaurer et protéger les habitats en milieu littoral	M171 Les autorités compétentes, les collectivités territoriales et leurs groupements en charge des plages contribueront à éviter le ramassage d'algues sur les plages du Boulonnais. Le but étant de limiter la dégradation des habitats et des espèces vivant dans ces secteurs. Concernant le nettoyage des plages, les collectivités territoriales et leurs groupements veilleront à adopter des techniques douces de ramassage des déchets.	<b>NON CONCERNE</b>
	M172 Les organismes compétents tels que l'agence des aires marines protégées pourront contribuer et/ou mettre en place un suivi de ces espèces et de ces habitats constitués par les différentes strates d'algues.	<b>NON CONCERNE</b>
	M173 Les décisions des collectivités territoriales et des autorités compétentes contribueront à l'atteinte des objectifs environnementaux en zone protégée. Ces décisions tiendront compte des orientations des documents d'objectifs des sites Natura 2000 et des sites d'intérêt communautaire réalisés afin que l'état des eaux en qualité et en quantité permette d'atteindre les objectifs de conservation de ces sites.	<b>NON CONCERNE</b>
	M174 Les pétitionnaires de projets d'extraction de granulats et de clapage de produits de dragage en mer, ainsi que les autorités compétentes et le futur Conseil de gestion du parc naturel marin veilleront à la compatibilité des projets avec la qualité des milieux environnants susceptibles de subir un impact par augmentation de la turbidité et remise en suspension de certaines substances, en particulier dans les zones d'intérêt halieutique et les zones de conchyliculture qui pourraient être affectées par dérive littorale. Ils veilleront également à l'innocuité des activités de carrières en mer sur les habitats situés à la côte et participeront activement à la recherche de solutions alternatives à l'immersion en mer, des produits de dragages pollués et toxiques (filiale de traitement et/ou de valorisation).	<b>NON CONCERNE</b>
	M175 Les gestionnaires de port veilleront à la réalisation de diagnostic identifiant les sources de pollution des sédiments de dragage afin de prévenir leur toxicité.	<b>NON CONCERNE</b>



Enjeu/ Orientation/ Disposition	Description de la mesure du S.A.G.E.	Lien et compatibilité avec le projet
<b>Thème 2 : La gestion du trait de côte et la maîtrise de la pression d'aménagement en zone littorale</b>		
Orientation 1 Maîtriser les risques d'érosion côtière et mieux gérer l'urbanisation pour limiter les impacts sur le territoire	M176 Les collectivités territoriales et leurs groupements, ainsi que les autorités compétentes veilleront également à la mise en place des mesures édictées dans les Plans de Prévention des Risques Littoraux (PPR Falaises, PPR Côtes basses meubles...) et à l'intégration des zonages et règlements définis dans ces PPR dans les documents d'urbanisme. Ils veilleront également à la réalisation prioritaire des travaux à court terme définis sur les ouvrages de défense contre la mer (perrés, digues ou cordons dunaires naturels), dans le respect des réglementations existantes et à la prise en compte du risque de submersion marine. Les collectivités territoriales et leurs groupements veilleront à rédiger leurs Plans Communaux de Sauvegarde (P.C.S), qu'un PPRN soit approuvé ou non, dans le but de mieux gérer les situations de crise. Des exercices périodiques de simulation de crise seront également mis en œuvre afin d'entretenir la mémoire du risque et rendre le plan communal de sauvegarde opérationnel.	NON CONCERNE
	M177 Les décisions d'aménagement des collectivités territoriales, de leurs groupements et des aménageurs prendront en compte la capacité de collecte et de traitement de la pollution domestique de la commune littorale en comparaison avec l'apport supplémentaire de population prévu dans le projet d'aménagement et d'extension de l'urbanisation.	L'assainissement des eaux usées sera de type collectif. Les eaux usées seront traitées à la station d'épuration SELIANE. La station d'épuration est suffisamment dimensionnée pour recevoir les effluents eaux usées générés par le projet.
	M178 Les collectivités territoriales et leurs groupements veilleront à mettre en place des campagnes de sensibilisation de la population aux risques de submersion marine.	NON CONCERNE
	M179 Les projets d'aménagement sur le littoral, autorisés au titre du Code de l'urbanisme, et sur le secteur portuaire de Boulogne-sur-Mer ne sont pas soumis à la mesure M186 du SAGE portant sur la prise en compte de la pluie centennale et la valeur de 2 L/s/ha dans les calculs relatifs au dimensionnement des ouvrages de rétention des eaux pluviales, si et seulement si le rejet pluvial est effectué directement en mer. Sur l'aspect qualitatif du rejet, celui-ci reste soumis aux conditions réglementaires de rejets en milieu naturel.	Le site est déjà en grande partie imperméabilisé et ne dispose pas d'une gestion des eaux pluviales. Le projet prévoit la mise en place d'une gestion des eaux pluviales avec tamponnement pour la période de retour 100 ans
<b>ORIENTATION STRATÉGIQUE 5 : La gestion de l'espace et la maîtrise des écoulements</b>		
<b>Thème 1 : La maîtrise des écoulements en milieu urbain</b>		
Orientation 1 Limiter le ruissellement et maîtriser les risques d'érosion des sols dans les zones bâties	M186 Les autorités compétentes, les pétitionnaires et la CLE veilleront à ce que soient pris en compte, dans les projets d'aménagement, la valeur de la pluie centennale et le débit de fuite de 2L/s/ha pour le calcul de dimensionnement des ouvrages de tamponnement des eaux pluviales. Les autorités compétentes veilleront également à ce que des techniques alternatives des eaux pluviales soient mises en œuvre dans les projets, dans la mesure du possible compte tenu des contraintes liées à la nature des sols. L'urbanisation du secteur portuaire de Boulogne-sur-Mer fait l'objet d'une mesure particulière, la mesure M179.	Le site est déjà en grande partie imperméabilisé et ne dispose pas d'une gestion des eaux pluviales. Le projet prévoit la mise en place d'une gestion des eaux pluviales avec tamponnement pour la période de retour 100 ans
	M187 Inciter à l'application de mesures de limitation du ruissellement pour les zones imperméabilisées existantes et qui n'ont fait l'objet d'aucune mesure de compensation au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006, lors des opérations de réhabilitation en priorité dans les bassins versants à risques conformément aux indications cartographiques.	Le site est déjà en grande partie imperméabilisé et ne dispose pas d'une gestion des eaux pluviales. Le projet prévoit la mise en place d'une gestion des eaux pluviales avec tamponnement pour la période de retour 100 ans

Enjeu/ Orientation/ Disposition	Description de la mesure du S.A.G.E.	Lien et compatibilité avec le projet
Orientation 1 Limiter le ruissellement et maîtriser les risques d'érosion des sols dans les zones bâties	M188 Les organismes compétents veilleront à ce que les aménageurs et décideurs locaux mettent en place des techniques alternatives ou compensatoires de réduction des flux d'eaux pluviales, à l'instar des expérimentations faites par l'ADOPTA, dans leurs projets d'aménagement urbain et industriel, notamment sur la partie amont des bassins versants. L'infiltration à la parcelle, l'implantation de noues, de chaussées drainantes, de toits végétalisés, d'ouvrages de récupération et de réutilisation de l'eau pluviale seront privilégiées afin de tendre vers le zéro-rejet.	Le site est déjà en grande partie imperméabilisé et ne dispose pas d'une gestion des eaux pluviales. Le projet prévoit la mise en place d'une gestion des eaux pluviales avec tamponnement pour la période de retour 100 ans
	M189 Dans le cadre de la création ou de l'extension de sites industriels, les pétitionnaires veilleront à analyser le secteur d'implantation et à préserver les éléments de celui-ci constituant des enjeux pour la gestion de l'eau (ex : zones humides, cours d'eau, mares, haies...). En cas de destruction inévitable, les pétitionnaires proposeront des mesures compensatoires adéquates.	NON CONCERNE
	M190 Dans le cadre de la création ou de l'extension de sites industriels, les pétitionnaires prendront en compte les enjeux de l'eau pluviale en intégrant l'utilisation de techniques alternatives sur les sites, dans le but de limiter l'impact des surfaces imperméabilisées sur le phénomène de ruissellement, et de récupérer cette eau pour l'utiliser dans le process industriel.	NON CONCERNE
	M191 Les pétitionnaires et les autorités compétentes veilleront à prendre en considération la totalité du bassin versant situé en amont d'un projet d'aménagement urbain futur pour le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales. Une mention dans les documents d'urbanisme (SCOT, PLU, carte communale...) relatant cette nécessité sera précisée par les collectivités territoriales et leurs groupements.	Il n'y a pas de bassin versant amont au projet
Orientation 1 Limiter le ruissellement et maîtriser les risques d'érosion des sols dans les zones bâties	M192 Les collectivités territoriales et leurs groupements veillent à consulter la CLE (ou son représentant) lors de l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme afin de répondre à la préoccupation de compatibilité de ces documents avec le SAGE du Boulonnais. Ils veilleront également à ce que les documents d'urbanisme préconisent l'utilisation de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales.	NON CONCERNE
	M193 Les collectivités territoriales et leurs groupements veilleront à l'application de la réglementation en matière de réalisation de schéma d'assainissement pluvial et de transcription de ce dernier dans les documents d'urbanisme.	NON CONCERNE
	M194 Les pétitionnaires, les collectivités territoriales et leurs groupements veilleront à intégrer la problématique hydraulique à l'échelle du bassin versant dans l'aménagement des ouvrages de stockage destinés à lutter contre la pollution des premières pluies (pluie de référence = 3mm durée = 1heure).	NON CONCERNE
	M195 Les collectivités territoriales, leurs groupements et les aménageurs viseront à mettre en œuvre des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales quelle que soit l'échelle d'intervention (parcelle, zone d'activités, milieu urbain...), notamment en suivant les prescriptions indiquées dans le Schéma Directeur des Eaux Pluviales réalisé pour les communes de Boulogne-sur-Mer, Saint Martin Boulogne, Outreau et Le Portel, en priorité sur la partie amont pour limiter les conséquences de débordements et de pollutions à l'aval.	Le site est déjà en grande partie imperméabilisé et ne dispose pas d'une gestion des eaux pluviales. Le projet prévoit la mise en place d'une gestion des eaux pluviales avec tamponnement pour la période de retour 100 ans
	M196 Les pétitionnaires présenteront dans leurs projets d'aménagement nécessitant des terrassements, les moyens mis en œuvre pour réduire les risques de transfert de sédiments lors de la phase chantier.	NON CONCERNE

Enjeu/ Orientation/ Disposition	Description de la mesure du S.A.G.E.	Lien et compatibilité avec le projet
<b>Thème 4 : La gestion des écoulements en fonds de vallée</b>		
Orientation 2 Préserver et reconquérir la capacité de stockage du lit majeur	M215 Les collectivités territoriales et leurs groupements inscriront dans leurs documents d'urbanisme les prescriptions définies dans les PPR sur les zones à risques.	NON CONCERNE
	M216 Les autorités compétentes veilleront à poursuivre la mise en place des PPR sur l'ensemble des communes sinistrées pour cause d'inondations par les 3 cours d'eau du Boulonnais. Les collectivités et leurs groupements veilleront également à mettre en œuvre les mesures définies dans ces PPR communaux.	NON CONCERNE
	M217 Les collectivités territoriales et leurs groupements veilleront à rédiger leurs Plans Communaux de Sauvegarde (P.C.S), qu'un PPRN soit approuvé ou non, dans le but de mieux gérer les situations de crise. Des exercices périodiques de simulation de crise seront également mis en œuvre afin d'entretenir la mémoire du risque et rendre le plan communal de sauvegarde opérationnel.	NON CONCERNE
	M218 Réduire la vulnérabilité des logements et des entreprises sur les secteurs exposés aux crues en mettant en œuvre les prescriptions des PPRI ainsi que celles définies par d'autres diagnostics.	Le volume global stocké sur le site est de 45 000 m <sup>3</sup> : - 40 000 m <sup>3</sup> sont dédiés au volume d'inondation sur le terrain actuel pour une cote inondation fixée à 6 m - 5000 m <sup>3</sup> sont dédiés à la gestion des eaux pluviales pour un tamponnement pour la période de retour 100 ans
	M219 S'opposer à tout nouveau remblai du lit majeur qui ne serait pas compensé, exception faite pour ceux qui seraient liés à des aménagements de lutte contre les inondations.	
	M220 Dans le cadre de la requalification du site industriel Buttel & Saison à Pont de Briques, l'aménageur veillera à intégrer dans le projet l'enjeu de stockage des eaux de crues.	NON CONCERNE

#### Synthèse :

La compatibilité avec les documents du S.D.A.G.E. et du S.A.G.E. est assurée par la mise en place de l'ensemble des mesures préventives et constructives, ce dès l'aménagement du projet : gestion des eaux de ruissellement, aménagement du réseau de collecte eaux usées / eaux pluviales, limitation de l'imperméabilisation, emploi de techniques alternatives, .... Toutes ces dispositions ont été citées précédemment.

#### Prise en compte des sensibilités environnementales par des mesures compensatoires :

La Communauté d'Agglomération du Boulonnais a fait réaliser par un Bureau d'études spécialisé dans la connaissance, la protection et la valorisation de la biodiversité des inventaires naturalistes sur la friche Résurgat 1 concernée par le projet de requalification.

Ces inventaires ont montré que le site de Résurgat 1 présente des enjeux pour plusieurs espèces animales protégées dont le Lézard des murailles, une colonie mixte de Goélands argentés et bruns, des passereaux des haies et fourrés. Aucune espèce végétale protégée n'a été observée. Il n'y a pas d'enjeux liés aux habitats en eux-mêmes.

Malgré la présence de ces espèces protégées, la CAB a souhaité maintenir son projet de renouvellement urbain pour plusieurs raisons, dont la création d'un nouveau centre de secours et d'incendie. L'opération vise à permettre la valorisation d'anciennes friches industrielles dans un contexte urbanisé, tout en tenant compte des enjeux environnementaux.

Dans le cadre d'un dossier de demande de dérogation à la protection des espèces, une série de mesures visant à éviter, réduire et compenser les impacts sont prévues afin d'atteindre l'objectif de zéro perte nette de biodiversité.

Des habitats de substitution seront recréés pour les espèces impactées dans le cadre des mesures compensatoires. **Pour la plupart, ces mesures seront effectuées *in-situ* : haies et massifs pour les passereaux, zones adaptées à la nidification pour le petit Gravelot et les Goélands, avec toitures compatibles à la nidification, installation de gabions et pierriers pour les Lézards, pose de nichoirs pour les oiseaux...** seuls une partie des fourrés sera compensée *ex situ* à savoir, sur un site distant de 300 m à vol d'oiseau.

Les mesures portent notamment sur le respect d'un phasage des travaux en lien avec le cycle biologique des espèces, la tenue d'un chantier respectueux de l'environnement, la conception d'espaces publics semis-naturels gérés au moyen d'une gestion différenciée...

Des mesures complémentaires seront également mises en œuvre, notamment pour l'utilisation d'essences locales, la mise en place de gestion différenciée, la tenue de chantiers respectueux de l'environnement.

Le respect de ces mesures permettra de concevoir un projet sans atteinte notable à la biodiversité et sans remettre en cause la survie des populations locales d'espèces protégées.

On soulignera notamment la renaturation apportée environ 2,7 ha par la création des ZECs, situation totalement absente en l'état et constituant un gain appréciable pour le profit de la biodiversité.

## 2/ Objet de l'opération

L'opération Résurgat 1-Liane amont consiste à requalifier un espace urbanisé en friche à vocation d'équipement et d'activités économiques, et s'inscrit dans la démarche d'aménagement et de développement Axe Liane.

Pour répondre aux besoins-objectifs identifiés (cf. § Opportunité de l'opération), il est prévu de :

- requalifier la zone actuellement en friche (poursuite des travaux de déconstructions récents) par l'aménagement urbain, paysager et environnemental, en cohérence avec la qualité environnementale recherchée sur les berges de la Liane,
- diviser de la zone aménagée en lots, dont un est destiné à l'accueil du Centre d'incendie et de secours (environ 1ha), 4 autres lots sont destinés à l'accueil d'entreprises commerciales et d'entreprises industrielles.

Au-delà du site-même, les objectifs poursuivis pour l'aménagement du secteur Liane-Amont sont les suivants :

- permettre l'implantation d'équipements publics d'agglomération et développer l'entrée de ville économique de l'axe Liane,
- permettre l'insertion du projet dans le flux circulatorio de la zone ,
- gérer le risque d'inondations,
- requalifier le secteur Liane Amont dans la mobilité active : pistes cyclables, cheminements piétons afin de lier le site au centre-ville de Boulogne-sur-Mer,
- protéger la faune et la flore présente sur le site.

La requalification de la friche Resurgat 1 s'inscrit plus largement dans l'opération Liane Amont portée par la CAB.

Cette opération d'envergure s'inscrit dans une logique de valorisation et de développement des déplacements doux à l'échelle du territoire boulonnais tout au long de l'axe structurant « Liane ». Les



aménagements prévus au droit de Resurgat 1 permettront d'assurer la continuité de déplacements doux déjà possibles le long des communes de Boulogne sur mer, Outreau et Saint Martin Boulogne.

La CAB a également adopté un Schéma Directeur Cyclable (SDC) établi en collaboration avec le Département du Pas-de-Calais et les communes permettant de réaliser des aménagements cyclables sur de multiples axes de l'agglomération. Le site Resurgat 1 sera directement connecté aux aménagements réalisés à proximité ou programmés dans les années à venir. La vocation de ces aménagements est aussi de faciliter les déplacements domicile / travail en vélo, les salariés attendu sur Resurgat 1 bénéficieront directement de ces équipements de desserte.

Le projet d'aménagement de voirie au sein de la zone économique comporte une liaison douce le long de l'artère principale, celle-ci sera connectée aux promenades le long de la Liane. Une liaison entre le site et le centre commercial voisin passant sous la rocade est à l'étude.

Après aménagement des espaces de tamponnement des eaux pluviales (sol végétalisé avec noues et dépressions topographiques) et des voiries d'accès aux terrains, des bâtiments seront progressivement édifiés au gré de la commercialisation des lots. Chacun des lots fera l'objet d'un traitement paysager par le preneur.

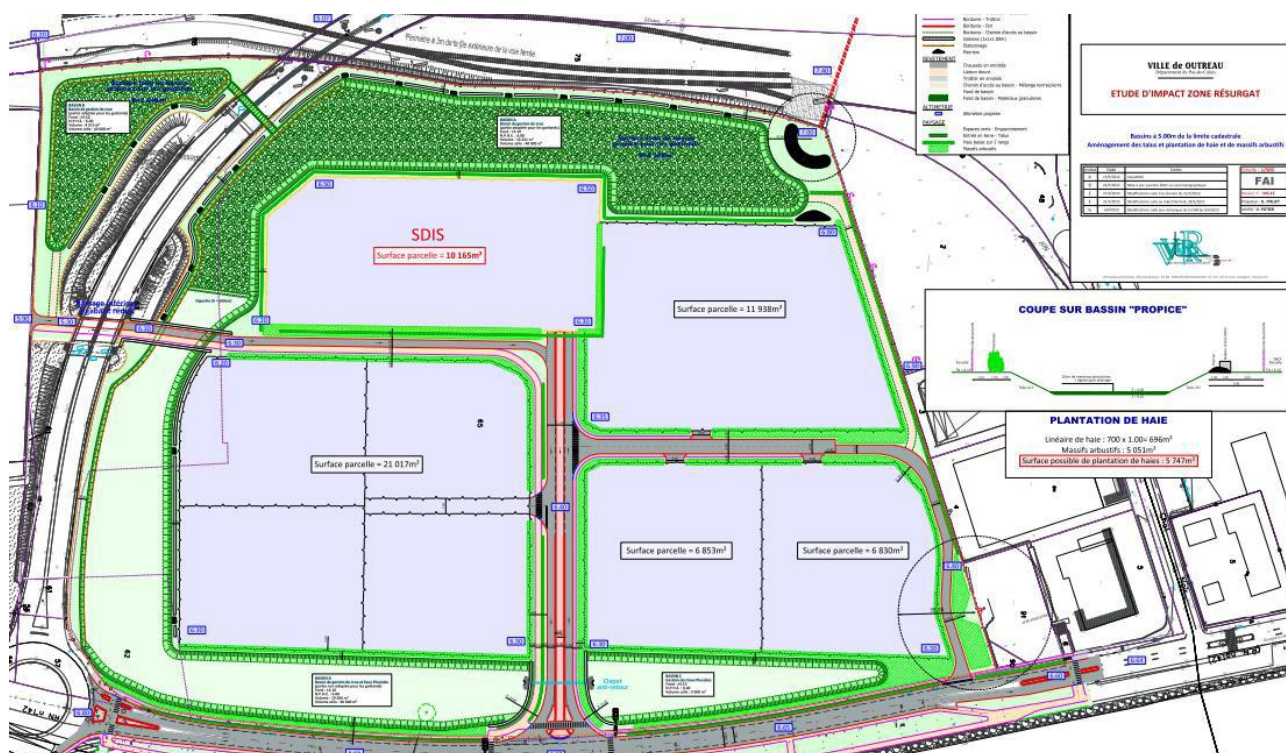


Figure 11 : Extrait de l'évaluation environnementale du projet : plan d'aménagement (source : V2R, CAB)

### 3/ Justification du caractère d'utilité publique de l'opération

*Rappel : Toute expropriation nécessite la constatation formelle et préalable de l'utilité publique du projet poursuivi. Une opération ne peut être déclarée d'utilité publique que si les atteintes à la propriété privée, le coût financier, les inconvénients d'ordre social ou l'atteinte à d'autres intérêts publics qu'elle comporte ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente.*

#### L'utilité publique de l'opération :

L'utilité publique de l'opération Résurgat 1-Liane amont repose sur deux motifs d'intérêt public majeur.

En premier lieu, il s'agit de la réponse aux besoins en foncier. L'opération offre la solution optimale à la problématique de relocalisation du Centre d'incendie et de secours du Boulonnais (CIS), justifiée par des conditions actuelles ne garantissant plus la qualité ni de gestion de l'équipement et ni des interventions de ce service public fondamental.

L'opération répond également aux demandes en foncier pour l'accueil d'activités économiques nécessitant des surfaces de terrain importantes (+ de 1ha) et une proximité avec le système logistique et de desserte de l'agglomération.

En second lieu, il s'agit de participer significativement la nécessaire requalification urbaine, paysagère et environnementale du site Liane Amont. Cette s'inscrit dans le cadre de la démarche Axe Liane qui ambitionne d'améliorer la qualité globale du territoire intercommunal (environnement, mobilités douces, qualité paysagère) en opérant un véritable changement d'image. A ce titre, le site Liane amont constitue une entrée de ville vers le cœur de l'agglomération qui appelle une action de revalorisation.

#### Le recours nécessaire à l'expropriation :

La configuration foncière initiale de l'opération (2010), majoritairement privée, nécessitait le recours à l'expropriation. Une fois l'arrêté de cessibilité accordé (en date du 20 juin 2012), suivi de l'ordonnance d'expropriation (en date du 18 juillet 2013), la Communauté d'agglomération du Boulonnais a pu procéder à l'acquisition de terrains et engager les premiers travaux de requalification (déconstruction).

L'évolution du programme urbain du projet ne permet plus aujourd'hui à la Communauté d'agglomération de poursuivre la démarche opérationnelle dans les conditions fixées par la déclaration d'utilité publique initiale, d'autant que les démarches d'acquisition foncière ne sont pas abouties (foncier État, SNCF).

Afin de mener l'opération engagée à son terme, il convient donc de conserver le recours à l'expropriation, tout en adaptant le cadre de l'opération au nouveau programme urbain.

## 4/ État d'occupation des parcelles comprises dans le périmètre de la DUP

Le site de la zone Résurgat 1-Liane amont est actuellement à l'état de friche. Les derniers bâtiments présents sur le site sont en cours de déconstruction.



Figure 12 : Travaux de déconstruction sur le site du projet Résurgat 1-Liane amont (source : COREM, Mars 2022)

À ce jour, la Communauté d'Agglomération du Boulonnais est propriétaire de la majorité des parcelles.

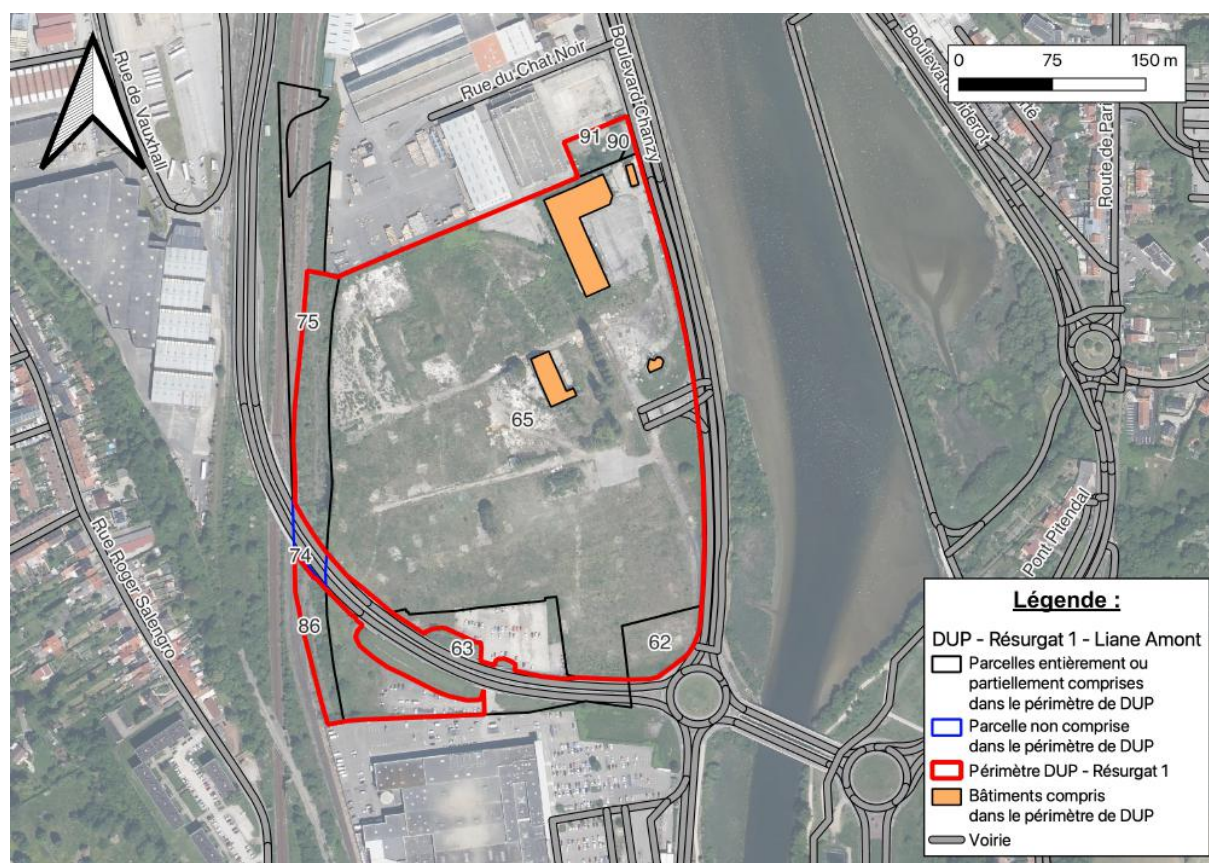


Figure 13 : Carte représentant le plan de périmètre DUP du projet RÉSURGAT 1, Liane-Amont

Numéro de parcelle	Superficie (ha)	Propriétaire	État actuel
XI0062	0,25	Communauté d'Agglomération du Boulonnais	Friche
XI0063	1,8	État	Friche
XI0065	9,38	Communauté d'Agglomération du Boulonnais	Friche
XI0074 (hors périmètre de la DUP)	0,08	SNCF	Emprise ferroviaire
XI0075	1,07	SNCF	Emprise ferroviaire
XI0086	0,24	SNCF	Emprise ferroviaire
XI0090	0,01	Communauté d'Agglomération du Boulonnais	Friche
XI0091	0,15	Communauté d'Agglomération du Boulonnais	Friche

*Figure 14 : Tableau présentant les numéros de parcelles, leur surface, leurs propriétaires ainsi que l'état actuel au sein du projet RÉSURGAT 1, Liane-Amont*





Communauté  
d'agglomération  
*du Boulonnais*  
www.agglo-boulonnais.fr

# **DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Opération d'aménagement  
**Liane Amont – RÉSURGAT 1, OUTREAU**

*PIÈCE 2 : Plan de situation*







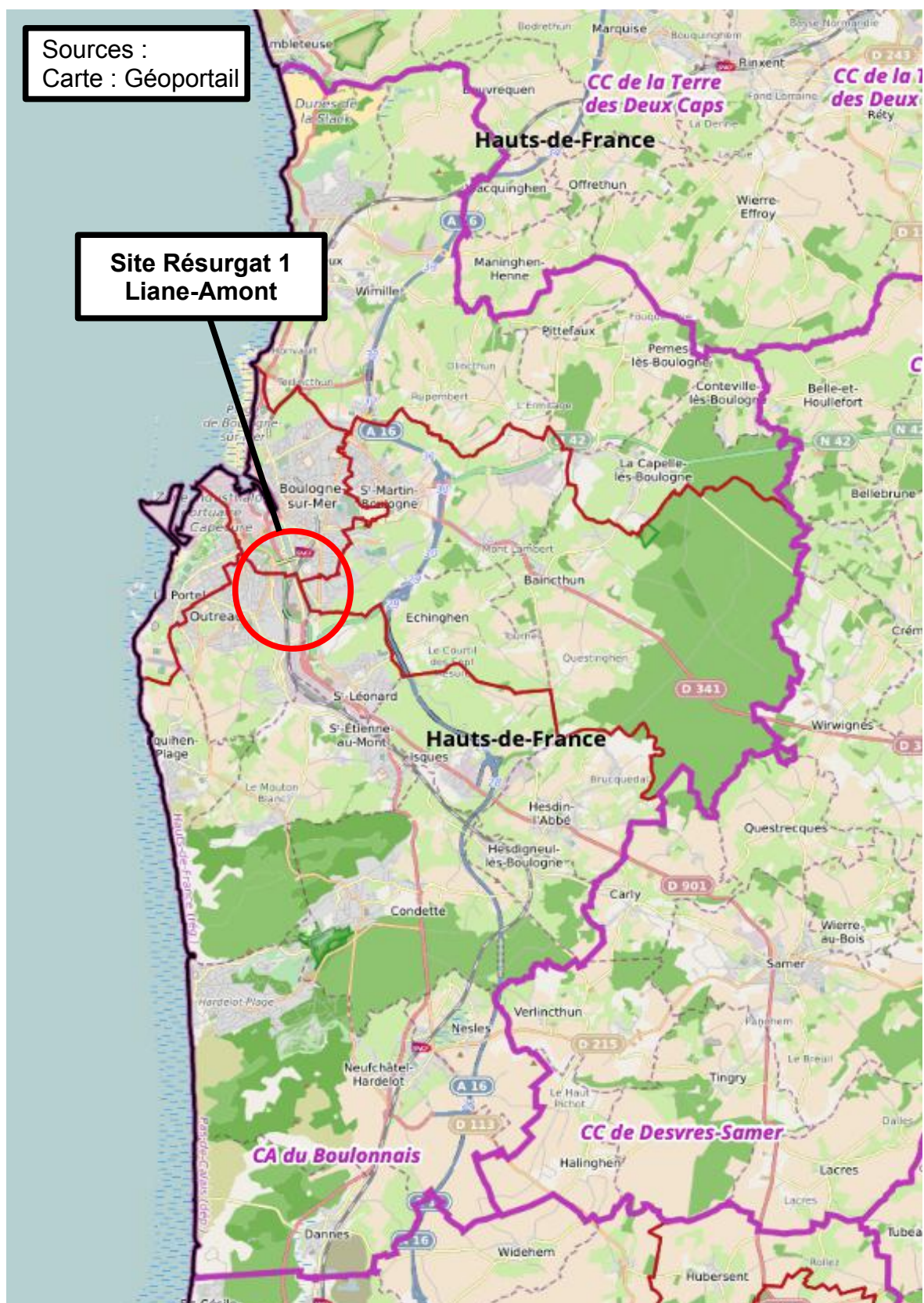
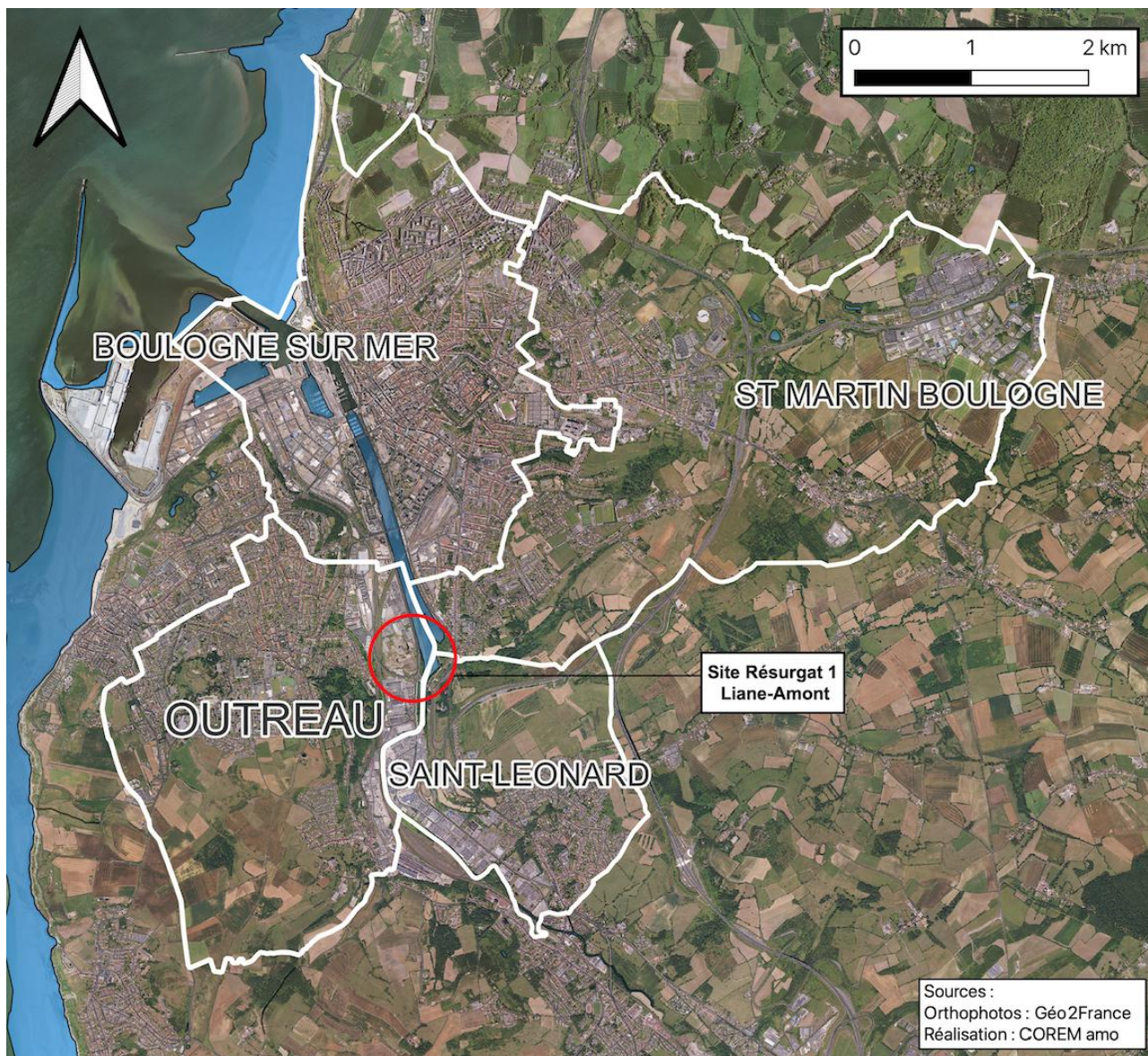


Figure 1 : Localisation du site Résurgat 1 Liane-Amont au sein de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais





*Figure 2 : Localisation du projet Résurgat 1 Liane-Amont dans le pôle urbain majeur de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais*





**Communauté  
d'agglomération**  
*du Boulonnais*  
[www.agglo-boulonnais.fr](http://www.agglo-boulonnais.fr)

# **DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Opération d'aménagement  
**Liane Amont – RÉSURGAT 1, OUTREAU**

*PIÈCE 3 : Plan du périmètre de DUP*

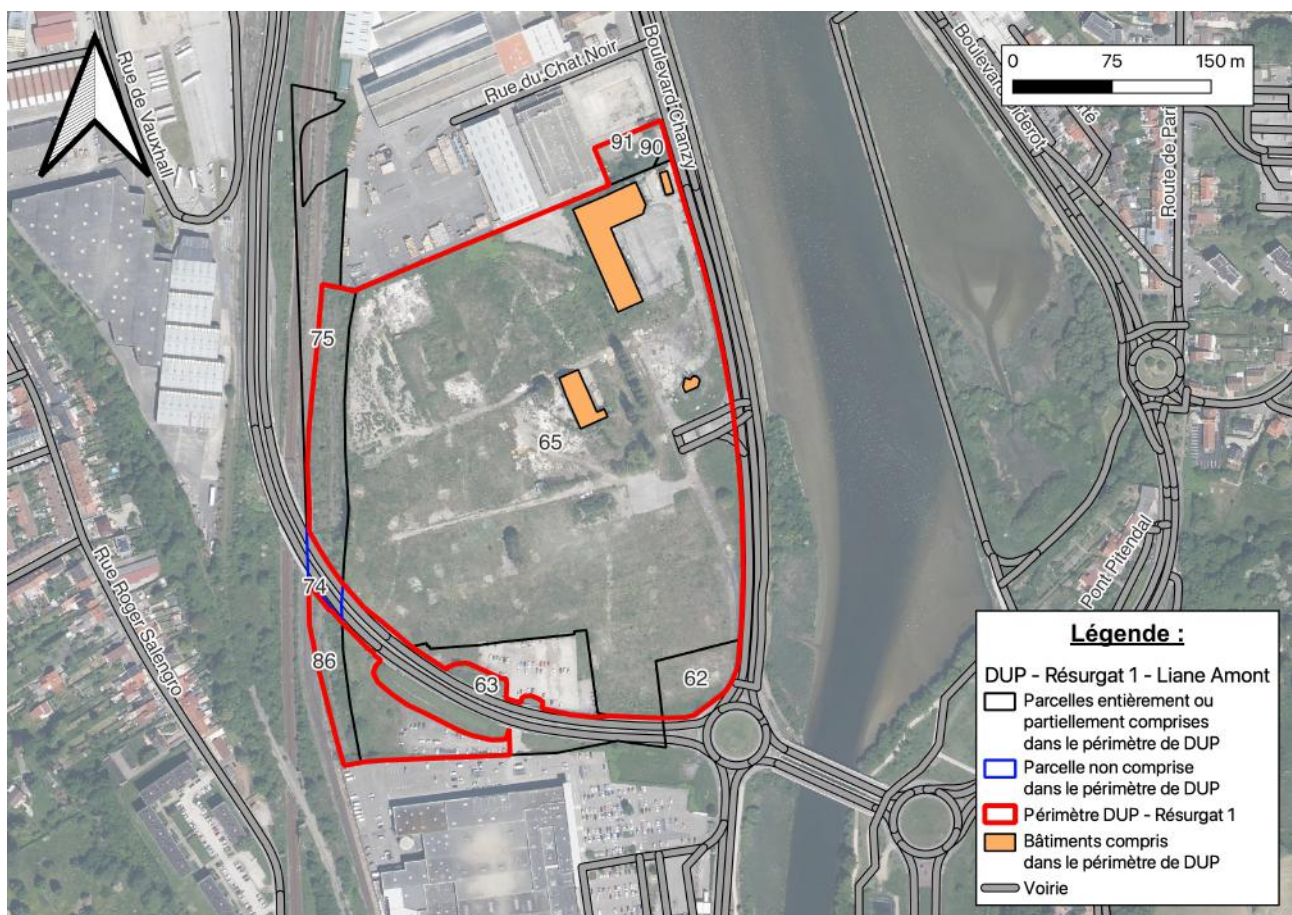






Numéro de parcelle	Superficie en hectare	Propriétaire
XI0062	0,25	Communauté d'Agglomération du Boulonnais
XI0063	1,8	État
XI0065	9,38	Communauté d'Agglomération du Boulonnais
XI0074 (hors périmètre de la DUP)	0,08	SNCF
XI0075	1,07	SNCF
XI0086	0,24	SNCF
XI0090	0,01	Communauté d'Agglomération du Boulonnais
XI0091	0,15	Communauté d'Agglomération du Boulonnais

*Figure 1 : Tableau présentant les numéros de parcelles, leur surface, leurs propriétaires au sein du projet RÉSURGAT 1, Liane-Amont :*



*Figure 2 : Carte représentant le plan de périmètre DUP du projet RÉSURGAT 1, Liane-Amont :*



**Communauté  
d'agglomération**  
*du Boulonnais*  
[www.agglo-boulonnais.fr](http://www.agglo-boulonnais.fr)

# **DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Opération d'aménagement  
**Liane Amont – RÉSURGAT 1, OUTREAU**

*PIÈCE 4 : Plan général des travaux*









Figure 1 : Plan général des travaux du projet Résurgat 1, Liane-Amont (source : Étude d'impact, V2R) :





**Communauté  
d'agglomération**  
*du Boulonnais*  
www.agglo-boulonnais.fr

# **DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Opération d'aménagement  
**Liane Amont – RÉSURGAT 1, OUTREAU**

*PIÈCE 5 : Caractéristiques principales des ouvrages les plus importants*







Figure 1 : Plan général des travaux (Source : Communauté d'Agglomération du Boulonnais)

Sur le plan général, la zone sera aménagée sous la forme d'un lotissement, dont les lots seront desservis par une voie principale permettant la circulation régulière des véhicules lourds (véhicules de secours et poids lourds). Le Boulevard de la Liane sera également aménagé sur un tronçon correspondant à la largeur de la zone d'activités afin de permettre l'accès à la zone tout en renforçant les voies douces sur la berge.

## Le SDIS :

Le projet de construction du nouveau Centre d'Incendie et de Secours est situé sur une surface parcellaire de 10 165 m².

Au stade actuel des procédures administratives et des études de maîtrise d'oeuvre en cours, les éléments précis de la construction (architecture, forme, matériaux) ne peuvent être intégrés au dossier de DUP.

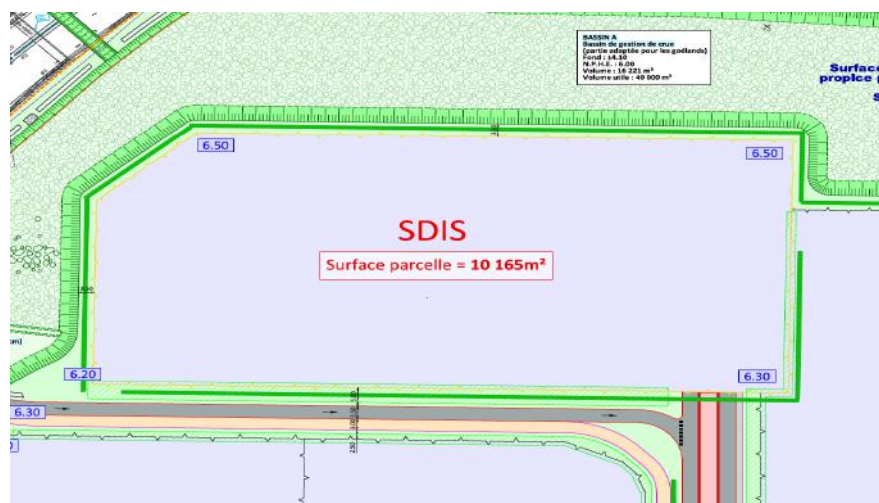


Figure 2 : Terrain aménagé à destination du futur Centre d'Incendie et de Secours au sein de la zone Résurgat 1, Liane-Amont (Source : Plan général des travaux, CAB)



## L'accueil d'activités économiques :

Quatre lots fonciers seront aménagés pour permettre l'accueil d'activités économiques :

- 21 017 m<sup>2</sup>
- 11 938 m<sup>2</sup>
- 6 853 m<sup>2</sup>
- 6 830 m<sup>2</sup>

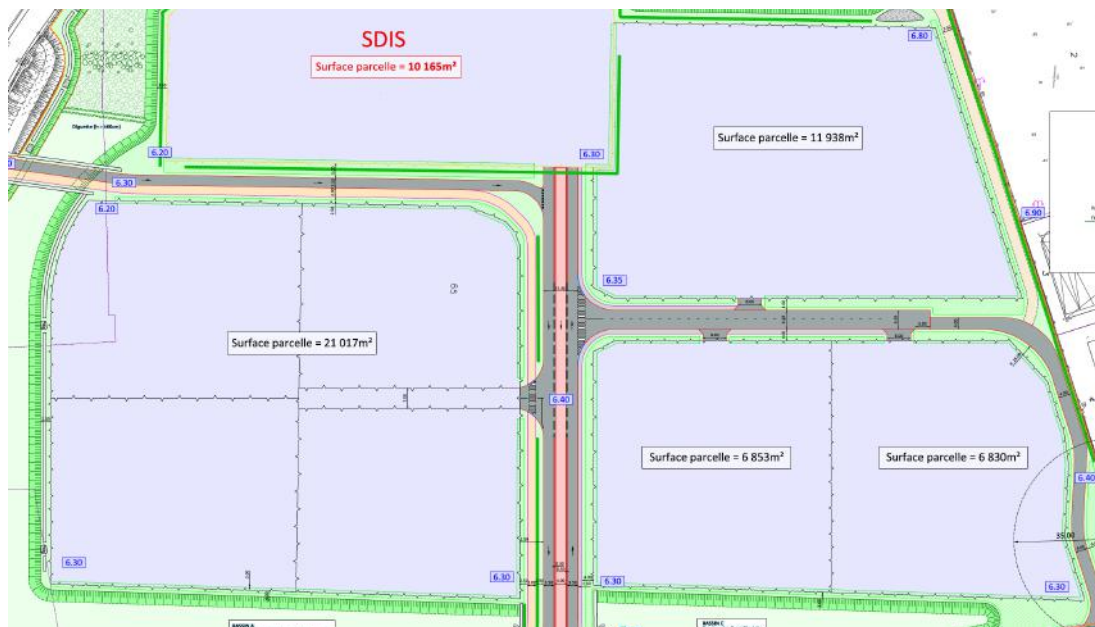


Figure 3 : Parcelles à vocation commerciale proposées sur le site Résurgat 1, Liane-Amont  
(Source : Évaluation environnementale du projet, V2R/CAB)

## Les espaces verts à vocation paysagères et écologiques :

Une surface conséquente est dévolue aux aménagements paysagers et écologiques sur la zone d'activités. Ils sont essentiellement situés en périphérie de la zone.

En majeure partie, ces aménagements correspondent aux mesures compensatoires (goélands) et aux traitements des eaux pluviales.

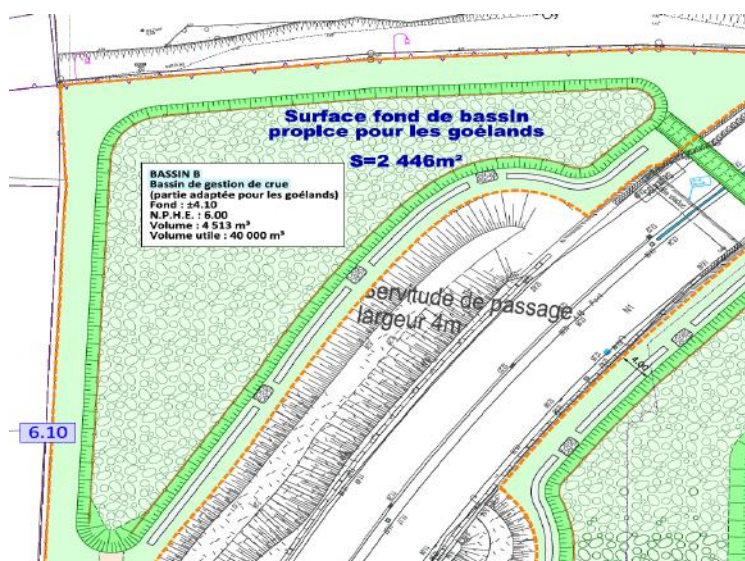


Figure 4 : Aménagements de compensation écologique et de traitement des eaux pluviales (Source : Évaluation environnementale, V2R/CAB)

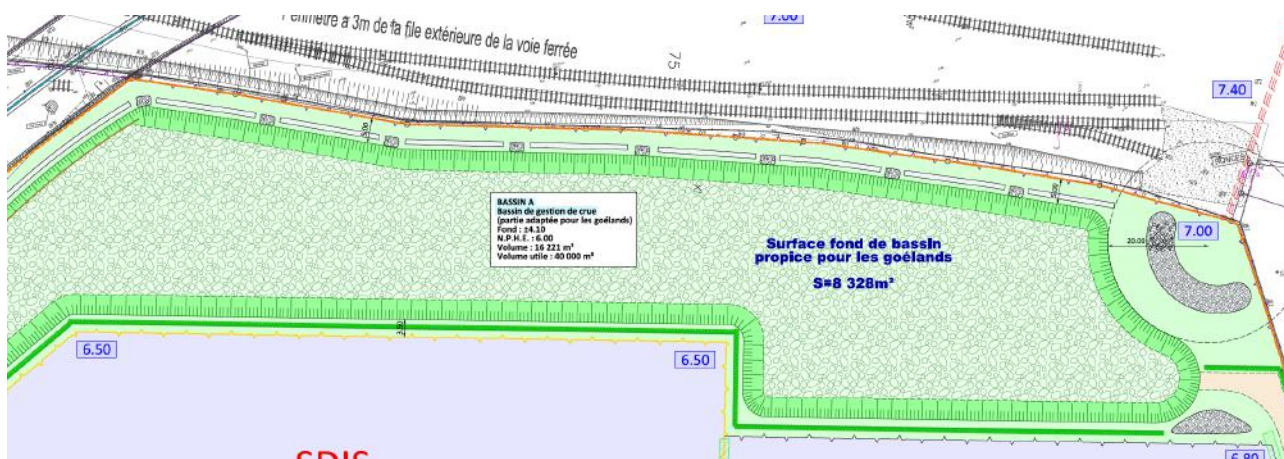


Figure 5 : Aménagements de compensation écologique et de traitement des eaux pluviales (Source : Évaluation environnementale, V2R/CAB)

## Les cheminements doux :

La zone d'activités de Résurgat sera relié au réseau de voies douces des berges de la Liane. Au sein de la zone, une voie douce permettra la circulation des piétons et des vélos en toute sécurité.

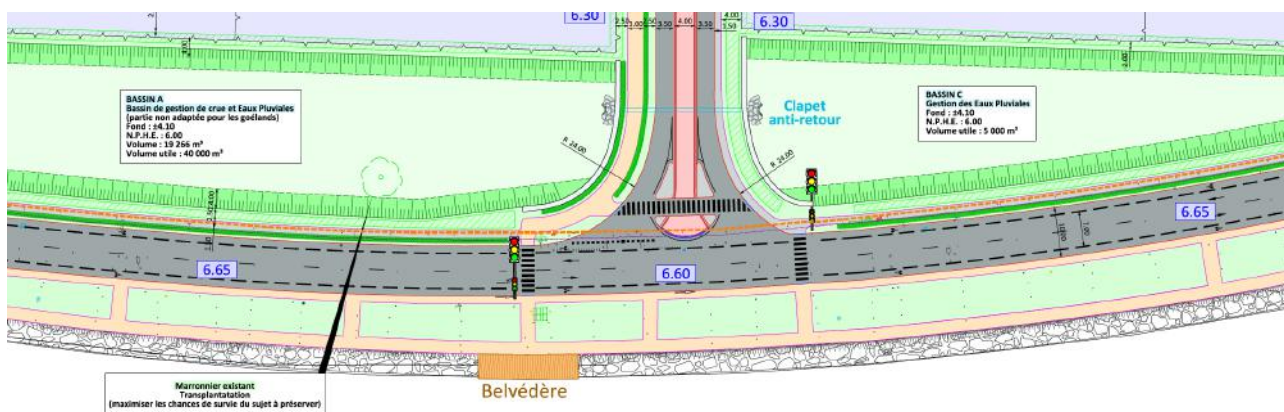


Figure 6 : Aménagements pour la circulation douce (Source : Évaluation environnementale, V2R/CAB)

Cette opération d'envergure s'inscrit ainsi dans une logique de valorisation et de développement des déplacements doux à l'échelle du territoire boulonnais tout au long de l'axe structurant « Liane ». Les aménagements prévus au droit de Resurgat 1 permettront d'assurer la continuité de déplacements doux déjà possibles le long des communes de Boulogne sur mer, Outreau et Saint Martin Boulogne.

La CAB a également adopté un Schéma Directeur Cyclable (SDC) établi en collaboration avec le Département du Pas-de-Calais et les communes permettant de réaliser des aménagements cyclables sur de multiples axes de l'agglomération. Le site Resurgat 1 sera directement connecté aux aménagements réalisés à proximité ou programmés dans les années à venir. La vocation de ces aménagements est aussi de faciliter les déplacements domicile / travail en vélo, les salariés attendu sur Resurgat 1 bénéficieront directement de ces équipements de desserte.

Le projet d'aménagement de voirie au sein de la zone économique comporte une liaison douce le long de l'artère principale, celle-ci sera connectée aux promenades le long de la Liane. Une liaison entre le site et le centre commercial voisin passant sous la rocade est à l'étude.





**Communauté  
d'agglomération**  
*du Boulonnais*  
www.agglo-boulonnais.fr

# **DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Opération d'aménagement  
**Liane Amont – RÉSURGAT 1, OUTREAU**

*PIÈCE 6 : Appréciation sommaire des dépenses*







## VENTILATION SOMMAIRE DES DÉPENSES SELON LES POSTES :

<u>1) Acquisition et portage du foncier :</u>	15 570 902,00 €
<u>2) Études préalables :</u>	527 995,00 €
<u>3) Travaux de dépollution et d'aménagement :</u>	6 657 900,00 €
<u>4) Frais financiers, rémunération et frais divers :</u>	600 000,00 €
<u>5) Mesures compensatoires :</u>	Travaux : 250 000,00 € Suivi écologique annuel : 3 000 € x 30 ans = 90 000,00 €
<b>TOTAL DES DÉPENSES ESTIMÉES HT</b>	<b>23 168 802,00 €</b>
<b>TVA 20% (récupérable)</b>	<b>4 633 760,40 €</b>
<b>TOTAL DES DÉPENSES ESTIMÉES TTC :</b>	<b>27 802 562,40 €</b>



**Communauté  
d'agglomération**  
*du Boulonnais*  
[www.agglo-boulonnais.fr](http://www.agglo-boulonnais.fr)

# **DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À LA DECLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Opération d'aménagement  
**Liane Amont – RÉSURGAT 1, OUTREAU**

*PIÈCE 7 : Évaluation environnementale (étude d'impact)*









Communauté  
d'agglomération  
*du Boulonnais*  
www.agglo-boulonnais.fr

# **DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Opération d'aménagement  
**Liane Amont – RÉSURGAT 1, OUTREAU**

*PIÈCE 8 : Bilan de la procédure de concertation*









**Communauté  
d'agglomération**  
*du Boulonnais*  
[www.agglo-boulonnais.fr](http://www.agglo-boulonnais.fr)

# **DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Opération d'aménagement  
**Liane Amont – RÉSURGAT 1, OUTREAU**

*PIÈCE 9 : Avis obligatoires et autres autorisations nécessaires à  
la réalisation du projet*







Communauté  
d'agglomération  
*du Boulonnais*  
www.agglo-boulonnais.fr

# **DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Opération d'aménagement  
**Liane Amont – RÉSURGAT 1, OUTREAU**

*PIÈCE 10 : Textes régissant l'enquête et insertion dans la  
procédure administrative*







## **I. Textes régissant l'enquête :**

Les principaux textes régissant la constitution du dossier d'enquête publique joint relèvent :

- du Code de l'Expropriation ;
- du Code de l'Environnement ;

### **I.1. Code de l'Expropriation :**

- Article L110-1 :

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique est régie par le présent titre.

Toutefois, lorsque la déclaration d'utilité publique porte sur une opération susceptible d'affecter l'environnement relevant de l'article L. 123-2 du code de l'environnement, l'enquête qui lui est préalable est régie par les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier de ce code.

- Article L112-1 :

Les conclusions du commissaire ou de la commission chargée de l'enquête d'utilité publique sont communiquées, sur leur demande, aux personnes intéressées.

### **I.2. Code de l'Environnement :**

- Article L123-1 :

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.

- Article L123-2 :

I. - Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption :

1° Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une évaluation environnementale en application de l'article L. 122-1 à l'exception :

- des projets de zone d'aménagement concerté ;
- des projets de caractère temporaire ou de faible importance dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat ;
- des demandes de permis de construire et de permis d'aménager portant sur des projets de travaux, de construction ou d'aménagement donnant lieu à la réalisation d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas effectué par l'autorité environnementale. Les dossiers de demande

pour ces permis font l'objet d'une procédure de participation du public par voie électronique selon les modalités prévues à l'article L. 123-19 ;

- des projets d'îles artificielles, d'installations, d'ouvrages et d'installations connexes sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive ;

2° Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification faisant l'objet d'une évaluation environnementale en application des articles [L. 122-4](#) à [L. 122-11](#) du présent code, ou [L. 104-1](#) à [L. 104-3](#) du code de l'urbanisme, pour lesquels une enquête publique est requise en application des législations en vigueur ;

3° Les projets de création d'un parc national, d'un parc naturel marin, les projets de charte d'un parc national ou d'un parc naturel régional, les projets d'inscription ou de classement de sites et les projets de classement en réserve naturelle et de détermination de leur périmètre de protection mentionnés au livre III du présent code ;

4° Les autres documents d'urbanisme et les décisions portant sur des travaux, ouvrages, aménagements, plans, schémas et programmes soumises par les dispositions particulières qui leur sont applicables à une enquête publique dans les conditions du présent chapitre.

II. - Lorsqu'un projet, plan ou programme mentionné au I est subordonné à une autorisation administrative, cette autorisation ne peut résulter que d'une décision explicite.

III. - Les travaux ou ouvrages exécutés en vue de prévenir un danger grave et immédiat sont exclus du champ d'application du présent chapitre.

III bis. - (Abrogé).

IV. - La décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent chapitre n'est pas illégale du seul fait qu'elle aurait dû l'être dans les conditions définies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

V. - L'enquête publique s'effectue dans le respect du secret industriel et de tout secret protégé par la loi. Son déroulement ainsi que les modalités de sa conduite peuvent être adaptés en conséquence.

➤ Article L123-3 :

L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise.

Lorsque l'enquête publique porte sur le projet, plan, programme ou autre document de planification d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un des établissements publics qui leur sont rattachés, elle est ouverte par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Toutefois, lorsque l'enquête est préalable à une déclaration d'utilité publique, la décision d'ouverture est prise par l'autorité de l'Etat compétente pour déclarer l'utilité publique.

➤ Article L123-4 :

Dans chaque département, une commission présidée par le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue établit une liste d'aptitude des commissaires enquêteurs. Cette liste est rendue



publique et fait l'objet d'au moins une révision annuelle. Peut être radié de cette liste tout commissaire enquêteur ayant manqué aux obligations définies à l'article L. 123-15.

L'enquête est conduite, selon la nature et l'importance des opérations, par un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête choisi par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin parmi les personnes figurant sur les listes d'aptitude. Son choix n'est pas limité aux listes des départements faisant partie du ressort du tribunal. Dans le cas où une concertation préalable s'est tenue sous l'égide d'un garant conformément aux articles L. 121-16 à L. 121-21, le président du tribunal administratif peut désigner ce garant en qualité de commissaire enquêteur si ce dernier est inscrit sur l'une des listes d'aptitude de commissaire enquêteur. En cas d'empêchement d'un commissaire enquêteur, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui ordonne l'interruption de l'enquête, désigne un commissaire enquêteur remplaçant et fixe la date de reprise de l'enquête. Le public est informé de ces décisions.

➤ Article L123-5 :

Ne peuvent être désignées commissaire enquêteur ou membre de la commission d'enquête les personnes intéressées au projet à titre personnel, en raison de leurs fonctions électives exercées sur le territoire concerné par l'enquête publique, ou en raison de leurs fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête.

Les dispositions du premier alinéa peuvent être étendues, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, à des personnes qui ont occupé ces fonctions.

➤ Article L123-6 :

I. - Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L. 123-2, il peut être procédé à une enquête unique régie par la présente section dès lors que les autorités compétentes pour prendre la décision désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête. A défaut de cet accord, et sur la demande du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, le représentant de l'Etat, dès lors qu'il est compétent pour prendre l'une des décisions d'autorisation ou d'approbation envisagées, peut ouvrir et organiser l'enquête unique.

Dans les mêmes conditions, il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les enquêtes de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.

La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à la durée minimale de la plus longue prévue par l'une des législations concernées.

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes.

Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

II. - En cas de contestation d'une décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent article, la régularité du dossier est appréciée au regard des règles spécifiques applicables à la décision contestée.

➤ Article L123-7 :

Lorsqu'un projet de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un autre Etat, membre de la Communauté européenne ou partie à la convention du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière signée à Espoo, les renseignements permettant l'information et la participation du public sont transmis aux autorités de cet Etat, à la demande de celles-ci ou à l'initiative des autorités françaises. Les autorités de l'Etat intéressé sont invitées à participer à l'enquête publique prévue à l'article L. 123-1 ou à la procédure de participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19.

➤ Article L123-8 :

Lorsqu'un projet de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements susceptible d'avoir en France des incidences notables sur l'environnement est transmis pour avis aux autorités françaises par un Etat, le public est consulté par une enquête publique réalisée conformément au présent chapitre. L'enquête publique est ouverte et organisée par arrêté du préfet du département concerné. Après la clôture de l'enquête, le préfet transmet son avis aux autorités de l'Etat sur le territoire duquel est situé le projet. Cet avis est accompagné du rapport et de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. La décision prise par l'autorité compétente de l'Etat sur le territoire duquel le projet est situé est mise à disposition du public à la préfecture du ou des départements dans lesquels l'enquête a été organisée.

➤ Article L123-9 :

La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale.

La durée de l'enquête peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10.

➤ Article L123-10 :

I.-Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe le public. L'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par l'enquête, ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, plan ou programme, par voie de publication locale.

Cet avis précise :

- l'objet de l'enquête ;
- la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et des autorités compétentes pour statuer ;
- le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête ;
- la date d'ouverture de l'enquête, sa durée et ses modalités ;
- l'adresse du ou des sites internet sur lequel le dossier d'enquête peut être consulté ;
- le (ou les) lieu (x) ainsi que les horaires où le dossier de l'enquête peut être consulté sur support papier et le registre d'enquête accessible au public ;
- le ou les points et les horaires d'accès où le dossier de l'enquête publique peut être consulté sur un poste informatique ;
- la ou les adresses auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant le délai de l'enquête. S'il existe un registre dématérialisé, cet avis précise l'adresse du site internet à laquelle il est accessible.

L'avis indique en outre l'existence d'un rapport sur les incidences environnementales, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et l'adresse du site internet ainsi que du ou des lieux où ces documents peuvent être consultés s'ils diffèrent de l'adresse et des lieux où le dossier peut être consulté. Il fait état, lorsqu'ils ont été émis, de l'existence de l'avis de l'autorité environnementale mentionné au V de l'article L. 122-1 et à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, et des avis des collectivités territoriales et de leurs groupements mentionnés au V de l'article L. 122-1 du présent code, ainsi que du lieu ou des lieux où ils peuvent être consultés et de l'adresse des sites internet où ils peuvent être consultés si elle diffère de celle mentionnée ci-dessus.

II.-La personne responsable du projet assume les frais afférents à ces différentes mesures de publicité de l'enquête publique.

➤ Article L123-11 :

Nonobstant les dispositions du titre Ier du livre III du code des relations entre le public et l'administration, le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.

➤ Article L123-12 :

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête. Il reste consultable, pendant cette même durée, sur support papier en un ou plusieurs lieux déterminés dès l'ouverture de l'enquête publique. Un accès gratuit au dossier est également garanti par un ou plusieurs postes informatiques dans un lieu ouvert au public.

Si le projet, plan ou programme a fait l'objet d'une procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, ou d'une concertation préalable organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-16 et L. 121-16-1, ou de toute autre procédure prévue par



les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision, le dossier comporte le bilan de cette procédure ainsi que la synthèse des observations et propositions formulées par le public. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.

➤ Article L123-13 :

I. - Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer effectivement au processus de décision. Il ou elle permet au public de faire parvenir ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête par courrier électronique de façon systématique ainsi que par toute autre modalité précisée dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Les observations et propositions transmises par voie électronique sont accessibles sur un site internet désigné par voie réglementaire.

II. - Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête reçoit le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique à la demande de ce dernier. Il peut en outre :

- recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au maître d'ouvrage de communiquer ces documents au public ;
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants ;
- entendre toutes les personnes concernées par le projet, plan ou programme qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile ;
- organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage.

A la demande du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et lorsque les spécificités de l'enquête l'exigent, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut désigner un expert chargé d'assister le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête. Le coût de cette expertise complémentaire est à la charge du responsable du projet.

➤ Article L123-14 :

I.-Pendant l'enquête publique, si la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 estime nécessaire d'apporter à celui-ci, à l'étude d'impact ou au rapport sur les incidences environnementales afférent, des modifications substantielles, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête peut, après avoir entendu le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête, suspendre l'enquête pendant une durée maximale de six mois. Cette possibilité de suspension ne peut être utilisée qu'une seule fois.

Pendant ce délai, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale prévue, selon les cas, aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code et à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme ainsi que, le cas échéant, aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1. A l'issue de ce délai et après

que le public a été informé des modifications apportées dans les conditions définies à l'article L. 123-10 du présent code, l'enquête est prolongée d'une durée d'au moins trente jours.

II.-Au vu des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 peut, si elle estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale, demander à l'autorité organisatrice d'ouvrir une enquête complémentaire portant sur les avantages et inconvénients de ces modifications pour le projet et pour l'environnement. Dans le cas des projets d'infrastructures linéaires, l'enquête complémentaire peut n'être organisée que sur les territoires concernés par la modification.

Dans le cas d'enquête complémentaire, le point de départ du délai pour prendre la décision après clôture de l'enquête est reporté à la date de clôture de la seconde enquête.

Avant l'ouverture de l'enquête publique complémentaire, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale conformément, selon les cas, aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code et à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme et aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1.

➤ Article L123-15 :

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.

Le rapport doit faire état des observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.

Le rapport et les conclusions motivées sont rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet de l'enquête publique et sur le lieu où ils peuvent être consultés sur support papier.

Si, à l'expiration du délai prévu au premier alinéa, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni justifié d'un motif pour le dépassement du délai, l'autorité compétente pour organiser l'enquête peut, avec l'accord du maître d'ouvrage et après une mise en demeure du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête restée infructueuse, demander au président du tribunal administratif ou au conseiller qu'il délègue de dessaisir le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête et de lui substituer un nouveau commissaire enquêteur ou une nouvelle commission d'enquête ; celui-ci doit, à partir des résultats de l'enquête, remettre le rapport et les conclusions motivées dans un maximum de trente jours à partir de sa nomination.

Le nouveau commissaire enquêteur ou la nouvelle commission d'enquête peut faire usage des prérogatives prévues par l'article L. 123-13.

L'autorité compétente pour prendre la décision peut organiser, en présence du maître d'ouvrage, une réunion publique afin de répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. Elle est organisée dans un

délai de deux mois après la clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête sont informés de la tenue d'une telle réunion.

➤ Article L123-16 :

Le juge administratif des référés, saisi d'une demande de suspension d'une décision prise après des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, fait droit à cette demande si elle comporte un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de celle-ci.

Il fait également droit à toute demande de suspension d'une décision prise sans que l'enquête publique requise par le présent chapitre ou que la participation du public prévue à l'article [L. 123-19](#) ait eu lieu.

Tout projet d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale ayant donné lieu à des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête doit faire l'objet d'une délibération motivée réitérant la demande d'autorisation ou de déclaration d'utilité publique de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement de coopération concerné.

➤ Article L123-17 :

Lorsque les projets qui ont fait l'objet d'une enquête publique n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de la décision, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins qu'une prorogation de cinq ans au plus ne soit décidée avant l'expiration de ce délai dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

➤ Article L123-18 :

Le responsable du projet, plan ou programme prend en charge les frais de l'enquête, notamment l'indemnisation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

Sur demande motivée du ou des commissaires enquêteurs, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué à cet effet peut demander au responsable du projet de verser une provision. Le président ou le conseiller en fixe le montant et le délai de versement.

➤ Article R123-2 :

Les projets, plans, programmes ou décisions mentionnés à [l'article L. 123-2](#) font l'objet d'une enquête régie par les dispositions du présent chapitre préalablement à l'intervention de la décision en vue de laquelle l'enquête est requise, ou, en l'absence de dispositions prévoyant une telle décision, avant le commencement de la réalisation des projets concernés.

➤ Article R123-3 :

I.-Lorsque la décision en vue de laquelle l'enquête est requise relève d'une autorité nationale de l'Etat, sauf disposition particulière, l'ouverture et l'organisation de l'enquête sont assurées par le préfet territorialement compétent.

II.-Lorsque la décision en vue de laquelle l'enquête est requise relève d'un établissement public de l'Etat comportant des échelons territoriaux dont le préfet de région ou de département est le délégué



territorial en vertu de [l'article 59-1](#) du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, l'organe exécutif de l'établissement peut déléguer la compétence relative à l'ouverture et à l'organisation de l'enquête à ce préfet.

III.-Lorsque le projet porte sur le territoire de plusieurs communes, départements ou régions, l'enquête peut être ouverte et organisée par une décision conjointe des autorités compétentes pour ouvrir et organiser l'enquête. Dans ce cas, cette décision désigne l'autorité chargée de coordonner l'organisation de l'enquête et d'en centraliser les résultats.

➤ Article R123-4

Ne peuvent être désignés comme commissaire enquêteur ou membre d'une commission d'enquête les personnes intéressées au projet, plan ou programme soit à titre personnel, soit en raison des fonctions qu'elles exercent ou ont exercées depuis moins de cinq ans, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle du projet, plan ou programme soumis à enquête, ou au sein d'associations ou organismes directement concernés par cette opération.

Avant sa désignation, chaque commissaire enquêteur ou membre d'une commission d'enquête indique au président du tribunal administratif les activités exercées au titre de ses fonctions précédentes ou en cours qui pourraient être jugées incompatibles avec les fonctions de commissaire enquêteur en application de [l'article L. 123-5](#), et signe une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'a pas d'intérêt personnel au projet, plan ou programme.

Le manquement à cette règle constitue un motif de radiation de la liste d'aptitude de commissaire enquêteur.

➤ Article R123-5

L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête saisit, en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête le président du tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité et lui adresse une demande qui précise l'objet de l'enquête ainsi que la période d'enquête proposée, et comporte le résumé non technique ou la note de présentation mentionnés respectivement aux 1° et 2° de [l'article R. 123-8](#) ainsi qu'une copie de ces pièces sous format numérique.

Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui à cette fin désigne dans un délai de quinze jours un commissaire enquêteur ou les membres, en nombre impair, d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président.

Avant signature de l'arrêté d'ouverture d'enquête, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête adresse au commissaire enquêteur ou à chacun des commissaires enquêteurs une copie du dossier complet soumis à enquête publique en format papier et en copie numérique. Il en sera de même après désignation d'un commissaire enquêteur remplaçant par le président du tribunal administratif.

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur désigné, l'enquête est interrompue. Après qu'un commissaire enquêteur remplaçant a été désigné par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui et que la date de reprise de l'enquête a été fixée, l'autorité compétente pour

organiser l'enquête publie un arrêté de reprise d'enquête dans les mêmes conditions que l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

➤ Article R123-6

La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. Cette durée ne peut être inférieure à trente jours et ne peut excéder deux mois, sauf le cas où les dispositions des [articles R. 123-22 ou R. 123-23](#) sont mises en œuvre.

Toutefois, par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut, après information de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, prolonger celle-ci pour une durée maximale de trente jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête.

Sa décision doit être notifiée à l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête au plus tard huit jours avant la fin de l'enquête. Elle est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, par un affichage réalisé dans les conditions de lieu prévues au II de [l'article R. 123-11](#) ainsi que, le cas échéant, par tout autre moyen approprié.

Lorsqu'il est fait application des dispositions des deux précédents alinéas du présent article, l'accomplissement des formalités prévues à [l'article R. 123-18](#) est reporté à la clôture de l'enquête ainsi prorogée.

➤ Article R123-7

Lorsqu'en application de [l'article L. 123-6](#) une enquête publique unique est réalisée, l'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage responsable des différents éléments du projet, plan ou programme soumis à enquête et le dossier soumis à enquête publique est établi sous la responsabilité de chacun d'entre eux.

L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique.

L'autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête à chacune des autorités compétentes pour prendre les décisions en vue desquelles l'enquête unique a été organisée, au président du tribunal administratif et au maître d'ouvrage de chaque projet, plan ou programme.

➤ Article R123-8

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis :

a) L'étude d'impact et son résumé non technique, ou l'étude d'impact actualisée dans les conditions prévues par le III de [l'article L. 122-1-1](#), ou le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique ;

b) Le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou à l'article L. 122-4 ou, en l'absence d'une telle décision, la mention qu'une décision implicite a été prise, accompagnée pour les projets du formulaire mentionné au II de l'article R. 122-3-1 ;

c) L'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 122-1, le cas échéant, au III de l'article L. 122-1-1, à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale ;

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-13 ainsi que, le cas échéant, le rapport final prévu à l'article L. 121-16-2. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance ;

7° Le cas échéant, la mention que le projet fait l'objet d'une évaluation transfrontalière de ses incidences sur l'environnement en application de l'article R. 122-10 ou des consultations avec un Etat frontalier membre de l'Union européenne ou partie à la Convention du 25 février 1991 signée à Espoo prévues à l'article R. 515-85.

L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5.

#### ➤ Article R123-9

I.-L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête précise par arrêté les informations mentionnées à l'article L. 123-10, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après

concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête. Cet arrêté précise notamment :

1° Concernant l'objet de l'enquête, les caractéristiques principales du projet, plan ou programme ainsi que l'identité de la ou des personnes responsables du projet, plan ou programme ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;

2° En cas de pluralité de lieux d'enquête, le siège de l'enquête, où toute correspondance postale relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête ;

3° L'adresse électronique à laquelle le public peut transmettre ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête, ainsi que, le cas échéant, l'adresse du site internet comportant le registre dématérialisé sécurisé mentionné à l'article L. 123-10 ;

4° Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;

5° Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;

6° La durée, le ou les lieux, ainsi que le ou les sites internet où à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;

7° L'information selon laquelle, le cas échéant, le dossier d'enquête publique est transmis à un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables ;

8° L'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable des différents éléments du ou des projets, plans ou programmes soumis à enquête.

II.-Un dossier d'enquête publique est disponible en support papier au minimum au siège de l'enquête publique.

Ce dossier est également disponible depuis le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11.

➤ Article R123-10

Les jours et heures, ouvrables ou non, où le public pourra consulter gratuitement l'exemplaire du dossier et présenter ses observations et propositions sont fixés de manière à permettre la participation de la plus grande partie de la population, compte tenu notamment de ses horaires normaux de travail. Ils comprennent au minimum les jours et heures habituels d'ouverture au public de chacun



des lieux où est déposé le dossier ; ils peuvent en outre comprendre des heures en soirée ainsi que plusieurs demi-journées prises parmi les samedis, dimanches et jours fériés.

Lorsqu'un registre dématérialisé est mis en place, il est accessible sur internet durant toute la durée de l'enquête.

➤ Article R123-11

I. - Un avis portant les indications mentionnées à l'article R. 123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés. Pour les projets d'importance nationale et les plans et programmes de niveau national, cet avis est, en outre, publié dans deux journaux à diffusion nationale quinze jours au moins avant le début de l'enquête.

II. - L'avis mentionné au I est publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. Si l'autorité compétente ne dispose pas d'un site internet, cet avis est publié, à sa demande, sur le site internet des services de l'Etat dans le département. Dans ce cas, l'autorité compétente transmet l'avis par voie électronique au préfet au moins un mois avant le début de la participation, qui le met en ligne au moins quinze jours avant le début de la participation.

III. - L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête désigne le ou les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé.

Pour les projets, sont au minimum désignées toutes les mairies des communes sur le territoire desquelles se situe le projet ainsi que celles dont le territoire est susceptible d'être affecté par le projet. Pour les plans et programmes de niveau départemental ou régional, sont au minimum désignées les préfectures et sous-préfectures.

Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Lorsque certaines de ces communes sont situées dans un autre département, l'autorité chargée de l'ouverture de l'enquête prend l'accord du préfet de ce département pour cette désignation. Ce dernier fait assurer la publication de l'avis dans ces communes selon les modalités prévues à l'alinéa précédent.

IV. - En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

➤ Article R123-12

Un exemplaire du dossier soumis à enquête est adressé sous format numérique pour information, dès l'ouverture de l'enquête, au maire de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet est situé et dont la mairie n'a pas été désignée comme lieu d'enquête.

Cette formalité est réputée satisfaite lorsque les conseils municipaux concernés ont été consultés en application des réglementations particulières, ou lorsque est communiquée à la commune l'adresse du site internet où l'intégralité du dossier soumis à enquête peut être téléchargé. Un exemplaire du dossier est adressé sous format numérique à chaque commune qui en fait la demande expresse.

➤ Article R123-13

I.-Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à sa disposition dans chaque lieu d'enquête ou sur le registre dématérialisé si celui-ci est mis en place.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux articles R. 123-9 à R. 123-11.

Les observations et propositions du public peuvent également être adressées par voie postale ou par courrier électronique au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

II.-Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites mentionnées au deuxième alinéa du I, sont consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé ou, s'il n'est pas mis en place, sur le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11 dans les meilleurs délais.

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

➤ Article R123-14

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait la demande au responsable du projet, plan ou programme ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet, plan ou programme sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête et sur le site internet dédié.

Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

➤ Article R123-15

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, plan ou programme, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins quarante-huit heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée.

Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus, ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête en fait mention dans le rapport d'enquête.

➤ Article R123-16

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, plan ou programme, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins quarante-huit heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée.

Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus, ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête en fait mention dans le rapport d'enquête.

➤ Article R123-17

Sans préjudice des cas prévus par des législations particulières, lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet, plan ou programme ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en informe l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête ainsi que le responsable du projet, plan ou programme en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête définit, en concertation avec l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête et le responsable du projet, plan ou programme, les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

En tant que de besoin, la durée de l'enquête peut être prolongée dans les conditions prévues à l'article L. 123-9 pour permettre l'organisation de la réunion publique.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet, plan ou programme, ainsi qu'à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête. Ce compte rendu, ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet, plan ou programme sont annexés par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête au rapport d'enquête.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut, aux fins d'établissement de ce compte rendu, procéder à l'enregistrement audio ou vidéo de la réunion d'information et d'échange avec le public. Le début et la fin de tout enregistrement doit être clairement notifié aux personnes présentes. Ces enregistrements sont transmis, exclusivement et sous sa responsabilité, par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête avec son rapport d'enquête à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête.

Les frais d'organisation de la réunion publique sont à la charge du responsable du projet, plan ou programme.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage du projet ou la personne publique responsable du plan ou programme refuserait de participer à une telle réunion ou de prendre en charge les frais liés à son organisation, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait mention dans son rapport.

➤ Article R123-18

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Lorsque l'enquête publique est prolongée en application de l'article L. 123-9, l'accomplissement des formalités prévues aux deux alinéas précédents est reporté à la clôture de l'enquête ainsi prolongée.

➤ Article R123-19

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

Si, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté à l'autorité compétente pour organiser l'enquête, conformément à la faculté qui lui est octroyée à l'article L. 123-15, une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 123-15.

➤ Article R123-20

A la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, l'autorité compétente pour organiser l'enquête, lorsqu'elle constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, peut en informer le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui dans un délai de quinze jours, par lettre d'observation.



Si l'insuffisance ou le défaut de motivation est avéré, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue, dispose de quinze jours pour demander au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête de compléter ses conclusions. Il en informe simultanément l'autorité compétente. En l'absence d'intervention de la part du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue dans ce délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée. La décision du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue n'est pas susceptible de recours.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut également intervenir de sa propre initiative auprès de son auteur pour qu'il les complète, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure. Il en informe l'autorité compétente.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête est tenu de remettre ses conclusions complétées à l'autorité compétente pour organiser l'enquête et au président du tribunal administratif dans un délai de quinze jours.

➤ Article R123-21

L'autorité compétente pour organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet, plan ou programme.

Copie du rapport et des conclusions est également adressée à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour organiser l'enquête publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur le site internet où a été publié l'avis mentionné au I de l'article R. 123-11 et le tient à la disposition du public pendant un an.

➤ Article R123-22

L'enquête publique poursuivie à la suite d'une suspension autorisée par arrêté, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-14, ou à la suite d'une interruption ordonnée par le président du tribunal administratif constatant l'empêchement d'un commissaire enquêteur dans les conditions prévues à l'article L. 123-4, est menée, si possible, par le même commissaire enquêteur ou la même commission d'enquête. Elle fait l'objet d'un nouvel arrêté fixant son organisation, de nouvelles mesures de publicité, et, pour les projets, d'une nouvelle information des communes conformément à l'article R. 123-12.

Le dossier d'enquête initial est complété dans ses différents éléments, et comprend notamment :

1° Une note expliquant les modifications substantielles apportées au projet, plan, programme, à l'étude d'impact ou au rapport sur les incidences environnementales ;

2° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact ou le rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme portant sur cette

étude d'impact ou cette évaluation environnementale actualisée et les avis des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1.

➤ Article R123-23

L'enquête publique poursuivie à la suite d'une suspension autorisée par arrêté, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-14, ou à la suite d'une interruption ordonnée par le président du tribunal administratif constatant l'empêchement d'un commissaire enquêteur dans les conditions prévues à l'article L. 123-4, est menée, si possible, par le même commissaire enquêteur ou la même commission d'enquête. Elle fait l'objet d'un nouvel arrêté fixant son organisation, de nouvelles mesures de publicité, et, pour les projets, d'une nouvelle information des communes conformément à l'article R. 123-12.

Le dossier d'enquête initial est complété dans ses différents éléments, et comprend notamment :

1° Une note expliquant les modifications substantielles apportées au projet, plan, programme, à l'étude d'impact ou au rapport sur les incidences environnementales ;

2° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact ou le rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme portant sur cette étude d'impact ou cette évaluation environnementale actualisée et les avis des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1.

➤ Article R123-24

Sauf disposition particulière, lorsque les projets qui ont fait l'objet d'une enquête publique n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de l'adoption de la décision soumise à enquête, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins que, avant l'expiration de ce délai, une prorogation de la durée de validité de l'enquête ne soit décidée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête a été organisée. Cette prorogation a une durée de cinq ans au plus. La validité de l'enquête ne peut être prorogée si le projet a fait l'objet de modifications substantielles ou lorsque des modifications de droit ou de fait de nature à imposer une nouvelle consultation du public sont intervenues depuis la décision arrêtant le projet.

➤ Article R123-25

Les commissaires enquêteurs et les membres des commissions d'enquête ont droit à une indemnité, à la charge de la personne responsable du projet, plan ou programme, qui comprend des vacations et le remboursement des frais qu'ils engagent pour l'accomplissement de leur mission.

Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement, du budget et de l'intérieur fixe les modalités de calcul de l'indemnité.

Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin qui a désigné le commissaire enquêteur ou les membres de la commission d'enquête, détermine le nombre de vacations allouées au commissaire enquêteur sur la base du nombre d'heures que le commissaire enquêteur déclare avoir consacrées à l'enquête depuis sa nomination jusqu'au rendu du rapport et

des conclusions motivées, en tenant compte des difficultés de l'enquête ainsi que de la nature et de la qualité du travail fourni par celui-ci.

Il arrête, sur justificatifs, le montant des frais qui seront remboursés au commissaire enquêteur.

Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin fixe par ordonnance le montant de l'indemnité. Cette ordonnance est exécutoire dès son prononcé, et peut être recouvrée contre les personnes privées ou publiques par les voies du droit commun.

Dans le cas d'une commission d'enquête, il appartient au président de la commission de présenter, sous son couvert, le nombre d'heures consacrées à l'enquête et le montant des frais de chacun des membres de la commission, compte tenu du travail effectivement réalisé par chacun d'entre eux.

Le commissaire enquêteur dessaisi de l'enquête publique est uniquement remboursé des frais qu'il a engagés.

Cette ordonnance est notifiée au commissaire enquêteur, au responsable du projet, plan ou programme, et au fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs prévu à [l'article R. 123-26](#).

La personne responsable du projet, plan ou programme verse sans délai au fonds d'indemnisation les sommes dues, déduction faite du montant de la provision versée dans les conditions définies à [l'article R. 123-27](#). Le fonds verse les sommes perçues au commissaire enquêteur.

Dans un délai de quinze jours suivant la notification, le commissaire enquêteur et la personne responsable du projet, plan ou programme peuvent contester cette ordonnance en formant un recours administratif auprès du président du tribunal administratif concerné. Il constitue un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux, à peine d'irrecevabilité de ce dernier. Le silence gardé sur ce recours administratif pendant plus de quinze jours vaut décision de rejet. La décision issue de ce recours administratif peut être contestée, dans un délai de quinze jours à compter de sa notification, devant la juridiction à laquelle appartient son auteur. La requête est transmise sans délai par le président de la juridiction à un tribunal administratif conformément à un tableau d'attribution arrêté par le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat. Le président de la juridiction à laquelle appartient l'auteur de l'ordonnance est appelé à présenter des observations écrites sur les mérites du recours.

#### ➤ Article R123-26

Il est créé un fonds, dénommé fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, chargé de verser à ceux-ci, dans les conditions prévues par le présent chapitre, les indemnités mentionnées à [l'article L. 123-18](#) du présent code et à [l'article R. 111-5](#) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

La personne responsable du projet, plan ou programme verse au fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs les sommes et provisions destinées à couvrir les indemnités qui sont à sa charge en application de ces articles.

La Caisse des dépôts et consignations assure la gestion comptable et financière du fonds dans les conditions définies par une convention conclue avec l'Etat, représenté par le ministre chargé de l'environnement, et soumise à l'approbation du ministre chargé des finances. Cette convention précise, notamment, les modalités d'approvisionnement, de gestion et de contrôle du fonds.

➤ Article R123-27

La personne responsable du projet, plan ou programme peut s'acquitter des obligations résultant de l'article L. 123-18 en versant annuellement au fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs un acompte à valoir sur les sommes dues et en attestant, à l'ouverture de chaque enquête effectuée à sa demande, que cet acompte garantit le paiement de celles-ci.

Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin peut, soit au début de l'enquête, soit au cours de celle-ci ou après le dépôt du rapport d'enquête, accorder au commissaire enquêteur, sur sa demande, une allocation provisionnelle. Cette décision ne peut faire l'objet d'aucun recours. L'allocation est versée par le fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs dans la limite des sommes perçues de la personne responsable du projet, plan ou programme.

## **II. Insertion de l'enquête publique dans la procédure administrative :**

Elle a pour objet de :

- préciser au public le projet et les conditions d'insertion dans son milieu d'accueil,
- permettre à chacun de faire connaître ses remarques,
- apporter ainsi des éléments d'information qui sont utiles à l'appréciation exacte de l'utilité publique de ce projet,
- associer, grâce à cette enquête, les citoyens à la décision administrative.

L'enquête publique est organisée par arrêté préfectoral. Le commissaire-enquêteur est désigné par le Président du Tribunal administratif, saisi par le Préfet.

La durée de l'enquête ne peut être inférieure à 1 mois, ni excéder 2 mois (sauf prorogation d'une durée maximum de 15 jours) ; le préfet précise notamment dans son arrêté :

- L'objet de l'enquête
- Le siège de l'enquête
- Les lieux jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet
- Les nom et qualité du commissaire enquêteur
- Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations
- Le ou les lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur
- L'identité de la personne responsable du projet ou l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées.

La publicité de l'enquête est régie par l'article R123-14 du Code de l'environnement :



Un avis portant les indications mentionnées ci-dessus à la connaissance du public est publié par le préfet dans 2 journaux régionaux et locaux (diffusé dans le département concerné), au moins 15 jours avant le début de l'enquête. Cet avis est également rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête.

De même, 15 jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis est publié par voie d'affiches dans la commune concernée.

Et dans les mêmes conditions de délai et de durée, l'expropriant doit procéder à l'affichage du même avis sur les lieux (ou à proximité) des aménagements ouvrages ou travaux projetés et visible de la voie publique.

### **III. Décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête publique**

- Délibération portant sur le résultat de l'enquête publique prise par le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Boulonnais.
- Décision de déclaration d'utilité publique prise Le préfet du Pas-de-Calais.